



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
27 juillet 2005

Original: français

**Assemblée générale
Soixantième session**

Point 112 c) de l'ordre du jour provisoire*

**Élections aux sièges devenus vacants dans les organes
principaux : élection de cinq membres de la Cour
internationale de Justice**

**Conseil de sécurité
Soixantième année**

Curriculum vitæ des candidats présentés par les groupes nationaux

Note du Secrétaire général**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	2
II. Curriculum vitæ	3
Abdelfattah Amor	3
Mohamed Bennouna	5
Thomas Buergenthal	8
Julio D. González Campos	17
Kenneth Keith	25
Seidou Adamou Mazou	31
Bernardo Sepúlveda Amor	35
Leonid Skotnikov	43

* A/60/150.

** Conformément au Statut de la Cour, le Secrétaire général a prié les États parties au Statut de présenter à la Cour, d'ici au 30 juin 2005, les candidats désignés par les groupes nationaux. Il n'a donc pas été possible de préparer le présent document antérieurement.



I. Introduction

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité les curriculum vitæ des candidats présentés par les groupes nationaux dans le cadre de l'élection destinée à pourvoir cinq sièges devenus vacants à la Cour internationale de Justice, qui se tiendra durant la soixantième session de l'Assemblée générale. La liste des candidats présentés est publiée sous la cote A/60/187-S/2005/447. La composition de la Cour et la procédure de vote à suivre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité figurent dans un mémorandum du Secrétaire général (A/60/186-S/2005/446).

II. Curriculum vitæ des candidats

Abdelfattah Amor (Tunisie)

[Original : anglais/arabe/français]

Le professeur Abdelfattah Amor, né en 1943, a intégré l'enseignement supérieur en 1970 où il a évolué à travers les différents grades pour être consacré, aujourd'hui, professeur émérite.

Spécialiste de droit public et sciences politiques, il a assuré à la faculté de droit de Tunis et à la faculté des sciences juridiques de Tunis des enseignements de droit international et relations internationales, de droit constitutionnel et sciences politiques, de droits de l'homme et libertés publiques et de droit administratif et sciences administratives. Il a, en outre, effectué, en tant que professeur invité ou associé, des missions d'enseignement dans de nombreuses universités et notamment en Afrique et en Europe de l'Est et de l'Ouest.

Le professeur Amor a assuré la présidence de nombreux jurys de recrutement de professeurs de l'enseignement supérieur en droit public.

Le professeur Amor a exercé de nombreuses responsabilités universitaires et académiques, dont notamment celles de doyen de la faculté des sciences juridiques de Tunis, qui, au terme de son mandat, lui avait octroyé l'honorariat. Il est actuellement Président de l'Académie internationale de droit constitutionnel.

Au niveau des Nations Unies, le professeur Amor avait été élu une première fois en 1998 et une deuxième fois en 2002 membre du Comité des droits de l'homme des Nations Unies dont il a assuré la vice-présidence de 1999 à 2003 et dont il est Président depuis 2003. D'un autre côté, il a exercé les fonctions de Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies sur la liberté de religion ou de conviction et a présenté, à ce titre, 37 rapports à la Commission et à l'Assemblée générale. Dans ce cadre, également, il a réalisé un certain nombre d'études dont : « La femme, les traditions et les religions », « Éducation et tolérance », « Discriminations religieuses et discriminations raciales : les discriminations aggravées ».

Le professeur Amor a participé, tant au niveau de la préparation qu'au niveau du déroulement, à la Conférence de Vienne de 1993 sur les droits de l'homme et à la Conférence de Durban de 2001 contre le racisme. Il a aussi et surtout organisé et présidé la Conférence consultative des Nations Unies sur l'éducation et la lutte contre la discrimination et l'intolérance fondées sur la religion ou la conviction, qui s'est tenue à Madrid en 2001. M. Amor a par ailleurs fait partie, de 1992 à 1995, de la Sous-Commission de la protection et de la promotion des droits de l'homme.

Le professeur Amor a apporté plusieurs contributions aux activités de l'UNESCO, où il préside le Jury pour le prix des droits de l'homme – et à l'OIF dans le cadre de laquelle il a été, notamment, membre du Bureau de la Conférence des doyens des facultés de droit, utilisant totalement ou partiellement la langue française (1987-2002) et membre du Bureau du réseau « droits fondamentaux » (1993-2003).

Au niveau arabe, le professeur Amor a exercé, notamment, les fonctions d'expert auprès de la Ligue des États arabes chargé de l'élaboration d'un projet de réforme du Pacte de la Ligue (1979-1982). En 1975, il a participé à la création de l'Union des juristes arabes. Il a organisé en 1991 la première Conférence des doyens des facultés de droit arabes sur l'enseignement des droits de l'homme. Il collabore activement aux activités scientifiques de l'Institut arabe des droits de l'homme. Il a, en outre, créé ou participé à la création de plusieurs associations académiques et scientifiques maghrébines.

Au niveau national, le professeur Amor a conduit de nombreuses activités scientifiques et académiques. Il a été membre du Conseil constitutionnel (1987-1992). Il préside depuis 1982 l'Association tunisienne de droit constitutionnel.

Au titre des publications, le professeur Amor est l'auteur notamment du « Droit constitutionnel saisi par le droit international », « Droit constitutionnel et institutions politiques », « Réforme du Pacte de la Ligue des États arabes », « Islam et droits de l'homme », « Études sur la tolérance », « Le suffrage universel », « Les changements démocratiques en Afrique », « Le droit international et les religions ». Il est également l'auteur d'une centaine d'articles et d'études portant, notamment sur le droit international, le droit constitutionnel, les droits de l'homme. M. Amor dirige, par ailleurs, la collection des recueils des cours de l'Académie internationale de droit constitutionnel.

Le professeur Amor est titulaire de l'ordre de la République, de l'ordre du Mérite de l'éducation, du Prix national des droits de l'homme, de l'ordre du Mérite espagnol ainsi que de plusieurs décorations et distinctions académiques d'universités et d'institutions étrangères.

Mohamed Bennouna (Maroc)

[Original : français]

Né le 29 avril 1943 à Marrakech, Maroc

Docteur en droit international, professeur de droit public et science politique

Diplômé de l'Académie de droit international de La Haye

Membre de l'Institut de droit international

Activités professionnelles

Ambassadeur, Représentant permanent du Royaume du Maroc auprès des Nations Unies depuis mars 2001.

Juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, La Haye, de 1998 à 2001.

Directeur général de l'Institut du monde arabe (IMA, Paris) de 1991 à 1998.

Ambassadeur, Représentant permanent adjoint auprès des Nations Unies de 1985 à 1989.

Professeur puis doyen de la faculté de droit de Rabat (Maroc) de 1972 à 1984.

Professeur visiteur dans différentes universités (Tunis, Alger, Nice, New York, Salonique, Paris).

Activités internationales et juridiques

Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice dans l'affaire du différend entre la République du Bénin et la République du Niger, depuis 2002.

Président de la Sixième Commission (Affaires juridiques) lors de la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Articles

« Le Maghreb entre le mythe et la réalité », revue *Intégration*, 1974, n° 1.

« Les fonds marins entre l'héritage commun et la querelle des héritiers », *Revue iranienne des relations internationales*, 1975, n° 5.

« Le Sahara occidental devant la Cour internationale de Justice », *Revue marocaine des sciences juridiques, politiques et économiques (RJPEM)*, 1976, n° 1.

« Le nouvel ordre économique international et la doctrine juridique », *RJPEM*, 1977, n° 2.

« Le Maroc et le droit de la mer », *RJPEM*, 1979, n° 6.

« Les droits d'exploitation des ressources minérales des océans », *Revue générale de droit international public*, 1980, n° 1.

« L'admission d'un nouveau membre à l'Organisation de l'unité africaine », *Annuaire français de droit international (AFDI)*, 1980.

- « La limite extérieure du plateau continental », *La gestion des ressources pour l'humanité, le droit de la mer*, Martinus Nijhoff, La Haye, 1982.
- « Réalité et imaginaire en droit international du développement », *Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mélanges offerts à Charles Chaumont*, Paris, Pedone, 1984.
- « Défi du développement et volontarisme normatif », *La formation des normes en droit international du développement*, CNRS, Paris, 1984.
- « Le caractère pluridimensionnel du droit de la mer », dans R-J. Dupuy et D. Vignes (dir. publ.), *Traité du nouveau droit de la mer, Economica*, Paris, 1985.
- « La zone économique exclusive marocain », *Le parlement et la pratique législative au Maroc*, éditions Toubkal, Casablanca, 1985.
- « L'Islam et les relations internationales », *Renouveau des études sur l'Islam et le monde arabe*, Casablanca, Fondation du roi Abdelaziz, 1987.
- « La délimitation des espaces maritimes en Méditerranée », *Le droit de la mer. Mélanges à la mémoire de J. Carroz*, Publications FAO, Rome, 1987.
- « La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant », *AFDI*, 1989.
- « La création d'une juridiction pénale internationale et la souveraineté des États », *AFDI*, 1990.
- « Quelle sécurité pour quelle Méditerranée? », *La Méditerranée en question – Conflits et interdépendances*, Paris, CNRS, 1991.
- « International Law and Development », dans M. Bedjaoui (rédacteur général), *International Law: Achievements and Prospects*, Martinus Nijhoff, Unesco, 1991.
- « L'après-guerre froide et les nouveaux enjeux des relations internationales », *Les Nations Unies*, Publication et l'Académie du Royaume du Maroc, Casablanca, 1991.
- « La dimension géopolitique du Maroc méditerranéen », *Le Maroc méditerranéen*, éditions Le Fennec, Casablanca, 1992.
- « L'obligation juridique dans le monde de l'après-guerre froide », *AFDI*, 1993.
- « Le règlement des différends peut-il limiter le droit de se faire justice à soi-même? », *Journal européen de droit international*, 1994, vol. 5, n° 1.
- « The United Nations, Garant of International Peace and Security », *The United Nations at Age Fifty – A Legal Perspective*, C. Tomuschat (dir. publ.) Kluwer Law International, 1995.
- « La protection diplomatique, un droit de l'État? », *Boutros-Ghali Amicorum discipulorumque liber*, Bruylant, 1998.
- « Droit international et diversité culturelle », *International Law at the Turn of the Century*, Sakkoulas Publications, Thessalonique, 1998.
- « L'embargo dans la pratique des Nations Unies – Radioscopie d'un moyen de pression », *Liber amicorum Mohammed Bedjaoui*, Yakpo et I. Boumedra (dir. publ.) Kluwer Law International, 1999.
- « La Cour pénale internationale », *Le droit international pénal*, H. Ascension, E. Decaux et A. Pellet (dir. publ.) Paris, Pedone, 2000.

« The Characterisation of the Armed Conflict in the Practice of the ICTY », *Essays on ICTY Procedure and Evidence in Honour of G. K. McDonald*, R. May *et al.* (dir. publ.), Klumer Law International, 2001.

« The Statute's Rules on Crimes and Existing or Developing International Law » *The Rome Statute of the International Criminal Court: A Commentary, vol. II*, A. Cassese, P. Gaeta et J. Jones (dir. publ.) Oxford, 2002.

« Truth, Justice and Amnesty », in *Man's Inhumanity to man, Essays on international law in honour of Antonio Cassese*, Edited by L.C. Vohrah and others, Martinus Nijhoff Publishers, Leiden, 2003.

Distinctions

Prix national de la culture du Maroc

Médaille de la culture du Yémen

Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur en France

Thomas Buergenthal (États-Unis d'Amérique)

[Original : anglais]

I. Poste actuellement occupé

Juge, Cour internationale de Justice, depuis 2000.

II. Postes précédemment occupés

A. *Fonctions universitaires*

Chargé de cours de méthodologie juridique, faculté de droit de l'Université de Pennsylvanie (1961-1962); professeur de droit à la faculté de droit de l'Université d'État de New York (Buffalo) (1962-1975); professeur de droit international (chaires Fulbright et Jaworski) à la faculté de droit de l'Université du Texas (1975-1980); doyen et professeur de droit international au Washington College of Law de l'American University (1980-1985); professeur de droits de l'homme (chaire I. T. Cohen) à la faculté de droit de l'Université Emory et chercheur au Centre Carter de l'Université Emory (directeur du programme relatif aux droits de l'homme) (1985-1989); titulaire de la chaire Lobingier de droit et de jurisprudence comparés et Directeur-Président de l'International Rule of Law Center de la faculté de droit de l'Université George Washington (1989-2000);

B. *Fonctions judiciaires, quasi judiciaires et d'investigation*

Juge, Vice-Président et Président de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (1979-1991); juge, Vice-Président et Président du Tribunal administratif de la Banque interaméricaine de développement (1989-1994); membre de la Commission de la vérité pour El Salvador de l'ONU (1992-1993); membre du Comité des droits de l'homme de l'ONU (1995-1999); Vice-Président du Tribunal arbitral pour les comptes en déshérence en Suisse (1999-2000).

III. Liste non exhaustive d'activités professionnelles

A. *Fonctions publiques*

Président de la délégation du Gouvernement des États-Unis à la conférence spécialisée de l'UNESCO de 1974 sur l'éducation à vocation internationale; expert des États-Unis à la réunion d'experts de l'UNESCO sur l'application de la recommandation de l'UNESCO de 1974 sur l'éducation à vocation internationale (1976); membre du Comité exécutif de la Commission nationale des États-Unis pour l'UNESCO (1977-79, 1980-81); Président du Comité des droits de l'homme de la Commission nationale des États-Unis pour l'UNESCO (1976-1979); représentant principal du Gouvernement des États-Unis au groupe de travail du Conseil exécutif de l'UNESCO sur l'étude des procédures d'examen des cas concernant les droits de l'homme (1977 et 1978); membre de la délégation des États-Unis auprès du Conseil exécutif de l'UNESCO (cent quatrième et cent cinquième sessions) (1978); expert des États-Unis au Comité interrégional ad hoc de l'ONU pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, La Haye (1978); membre du Conseil consultatif de la President's Commission on the Holocaust (1978-1979); Vice-Président du Congrès de l'UNESCO sur l'enseignement des droits de l'homme et Président de la délégation des États-Unis au Congrès (Vienne, 1978); expert des États-Unis à la Réunion d'experts de l'UNESCO sur l'enseignement des droits de

l'homme (1979); membre public de la délégation du Gouvernement des États-Unis à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (Copenhague, juin 1990); membre public de la délégation du Gouvernement des États-Unis au séminaire d'experts de la CSCE sur les institutions démocratiques, Oslo (novembre 1991); membre du Holocaust Memorial Council des États-Unis (1996-2000); Président du Committee on Conscience du Holocaust Memorial Council des États-Unis (1997-2000); membre du Conseil des fondateurs de la Fondation Costa Rica-États-Unis (1996-2000); membre des groupes de conciliateurs et d'arbitres du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, Banque mondiale (depuis 1997).

B. Fonctions privées

Rapporteur du groupe d'étude de l'American Society of International Law sur le droit international des droits de l'homme et son application (1970-1975); membre du comité directeur (1970-1989) et du Conseil d'administration (1990-1994) de l'Institut international des droits de l'homme (Fondation René Cassin), Strasbourg (France); membre du Comité d'édition de l'American Journal of comparative law (1966-1977); collaborateur (droit international) du Collier's Year book (supplément annuel à l'Encyclopédie Collier's) (1976-1979); coordonnateur du projet de recherche de l'American Society of International Law sur les problèmes de la troisième corbeille d'Helsinki (1977); membre du Conseil exécutif de l'American Society of International Law (1977-1980 et 1986-1989); Vice-Président de l'American Society of International Law (1980-1982); Vice-Président honoraire (1994-1999); membre du comité consultatif de l'American Law Institute sur le Restatement (Third) on the Foreign Relations Law of the United States (1980-1986); rapporteur associé (1978-1980); membre du Groupe consultatif sur les droits de l'homme de l'Association pour les Nations Unies (1978-1979); Président du Comité des droits de l'homme de la section de droit international (normes et pratiques) de l'American Bar Association (1981-1982, 1991-1992); membre du Conseil administratif du Blaustein Institute of Human Rights (1985-2000); membre du Kuratorium (1984-2003) et du Conseil scientifique (depuis 1984) de l'Institut Max Planck de droit international public, Heidelberg (Allemagne); rédacteur principal associé du Governing Rules of International Law Project de l'American Society of International Law (1990-1992); Président de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (1980-1992); Président honoraire (depuis 1992); membre du Conseil d'administration du centre F. M. van Asbeck d'études sur les droits de l'homme, Université de Leyde (Pays-Bas) (depuis 1991); maître de conférences, Académie de droit international de La Haye (1992); membre du comité consultatif de l'Institut brésilien des droits de l'homme (depuis 1997); membre du Standing Committee on World Order Under Law de l'American Bar Association (1997-1999); Vice-Président de l'Academic Council de l'Institute of Transnational Arbitration (1998-2003); Président honoraire (depuis 2003); Président honoraire de l'American Society of International Law (depuis 2001). Comité exécutif du Centre pour les droits de l'homme de l'American Bar Association (depuis 2003).

IV. Comités d'édition

American Journal of International Law, Human Rights Law Journal, Europäische Grundrechte Zeitschrift, Revue universelle des droits de l'homme, Encyclopedia of Public International Law, Anuario Mexicano de Derecho Internacional (depuis 2001).

V. Publications

Voir pages 11 à 16 ci-après.

VI. Liste non exhaustive de prix et de distinctions

Prix Pro Humanitate, West-Ost Kulturwerk (République fédérale d'Allemagne) (1978); prix UNESCO des droits de l'homme 1978 (première mention honorable); Book Award 1982 de l'Inter-American Bar Association (premier prix) pour l'ouvrage *Protecting Human Rights in the Americas: Selected Problems* (1982); Distinguished Service in Legal Education Award (1987), New York University Law School Association; Wolfgang G. Friedmann Memorial Award for Outstanding Achievements in International Law, faculté de droit de l'Université Columbia (1989); Harry Leroy Jones Award for Outstanding Achievements in Foreign and International Law, Washington Foreign Law Society (1990); *The Modern World of Human Rights: Essays in Honor of Thomas Buergenthal* (Costa Rica, I.I.D.H., 1996); prix des droits de l'homme 1997, Jacob Blaustein Institute for the Advancement of Human Rights; médaille Goler T. Butcher d'excellence en droits de l'homme (1997), American Society of International Law; médaille Manley O. Hudson (2002), American Society of International Law.

VII. Associations professionnelles

American Bar Association, American Society of International Law, American Law Institute, Council on Foreign Relations, German Society of International Law, etc.

VIII. Titres universitaires

A. Diplômes

Licence ès lettres (B.A.) du Bethany College, Virginie occidentale (1957);

Docteur en droit de la faculté de droit de l'Université de New York (boursier Root Tilden) (1960);

Spécialisation postdoctorale (International Legal Studies) de la faculté de droit de Harvard (1961);

Doctorat en sciences juridiques de la faculté de droit de Harvard, mention International Legal Studies (1968);

B. Diplômes honoris causa

Docteur en droit *honoris causa*, Bethany College, 1981;

Docteur en droit *honoris causa*, Université de Heidelberg, Allemagne, 1986;

Docteur en droit *honoris causa*, Université libre de Bruxelles (ULB), 1994;

Docteur en droit *honoris causa*, Université de l'État de New York (Buffalo), 2000;

Docteur en droit *honoris causa*, American University (Washington), 2002;

Docteur en droit *honoris causa*, Université du Minnesota, 2003;

Docteur en droit *honoris causa*, Université George Washington (Washington), 2004.

IX. Barreaux

Inscrit aux barreaux de l'État de New York, du District of Columbia et de la Cour suprême des États-Unis.

Liste non exhaustive de publications

A. Livres

The German Penal Code of 1871 (1961). Traduction anglaise, en collaboration avec G. O. W. Mueller, du Code pénal allemand [vol.4 de la collection The American Series of Foreign Penal Codes (les codes pénaux étrangers)].

Law-Making in the International Civil Aviation Organization (Syracuse University Press, 1969), 247 pages.

International Protection of Human Rights (Bobbs-Merrill, 1973), 1402 pages (en collaboration avec L. B. Sohn).

International Human Rights and International Education (Washington, Commission nationale des États-Unis pour l'UNESCO, Département d'État, 1976) 210 pages (en collaboration avec J. V. Torney).

Los Derechos Humanos: Una Nueva Conciencia Internacional (Buenos Aires, 1977) (en collaboration avec J. V. Torney).

Human Rights, International Law and the Helsinki Accord (American Society of International Law; 1978), 203 pages.

Derechos Humanos, Derecho Internacional y el Acuerdo de Helsinki (Edisar, 1979), 278 pages.

Human Rights: The Inter-American System, classeur en 6 volumes (Oceana Publications, 1982-1994) (en collaboration avec R. E. Norris).

Protecting Human Rights in the Americas: Selected Problems (publié chez Engel) (1^{re} éd. : en collaboration avec R. E. Norris et D. Shelton : 1982; 2^e éd. : 1986; 3^e éd. : 1990; 4^e éd. révisée : 1996).

Contemporary Issues in International Law: Essays in Honor of Louis B. Sohn (N. P. Engel, 1984), 571 pages.

Manual Internacional de Derechos Humanos (Editorial Juridica Venezolena, 1990) (en collaboration avec C. Grossman et P. Nikken), 186 pages.

La protection internationale des droits de l'homme : précis (N. P. Engel, Strasbourg, 1991) (en collaboration avec A. Kiss), 261 pages.

The Movement of Persons across Borders (American Society of International Law, 1992) (en collaboration avec L. B. Sohn), 193 pages.

Manual de Derecho Internacional Publico (Fondo de Cultura Economica, Mexico, 1994) (en collaboration avec H. Gros Espiell c Grossman et H. Maier), 168 pages.

Protecting Human Rights in the Americas: Cases and Materials (en collaboration avec Dinah Shelton, 4^e éd. révisée : 1995).

Estudios Especializados de Derechos Humanos, vol. I (en collaboration avec A. A. Cancado Trindade) (IIDH, 1996).

Public International Law in a Nutshell (West Publishing Co.) 250 pages. (1^{re} éd. : 1985, en collaboration avec H. Maier; 2^e éd. : 1990; 3^e éd. : 2002, en collaboration avec S. Murphy).

International Human Rights in a Nutshell (West Publishing Co.) 258 pages. (1^{re} éd. : 1988; 2^e éd. : 1995). [Ces deux éditions ont été traduites et publiées dans les pays suivants : Corée, Chine (RPC), Japon, Roumanie, Bulgarie, Serbie, Croatie, Mexique, Kazakhstan, France, Hongrie.] (3^e éd. : 2002, en collaboration avec D. Shelton et D. Stewart).

Grundzüge des Völkerrechts (C.F. Muller, 1988), 212 pages. (en collaboration avec K. Doehring, H. Maier et J. Kokott; 2^e éd. : 1999; 3^e éd. : 2003, Kokott, Doehring et Buergenthal).

B. *Articles et conférences*

« Appeals for Annulment by Enterprises in the European Coal and Steel Community », *10 American Journal of Comparative Law* 227 (1961); reparu dans *Yntema, The American Journal of Comparative Law Reader* 411 (1966).

« The Private Appeal against Illegal State Activities in the European Coal and Steel Community », *11 American Journal of Comparative Law* 325 (1962).

« The Domestic Status of the European Convention on Human Rights », *13 Buffalo Law Review* 354 (1964).

« European Human Rights: A Review », *13 American Journal of Comparative Law* (1964); reparu dans *Yntema, The American Journal of Comparative Law Reader* 55 (1966).

« The Effect of the European Convention on Human Rights on the Internal Law of Member States », in *British Institute of International and Comparative Law, The European Convention on Human Rights* 79 (1965); morceaux choisis dans *Stein et Hay, Cases and Materials of the Law in the Atlantic Area* 955 (1968).

« The United Nations and the Development of Rules relating to Human Rights », (1965) *Proceedings of the American Society of International Law* 132.

« The Domestic Status of the European Convention on Human Rights: A Second Look », *7 Journal of the International Commission of Jurists* 55 (1966) (également en allemand, en français et en espagnol).

« Comparative Study of Certain Due Process Requirements of the European Human Rights Convention », *16 Buffalo Law Review* 18 (1966).

« Zum Begriff der "civil rights" in Art. 6 Abs. 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention », *13 Archiv des Völkerrechts* 393 (1967) (en collaboration avec W. Kewenig).

« Comparison of the Jurisprudence of National Courts with that of the Organs of the (European) Convention as Regards the Rights of the Individual in Court

Proceedings », in A. H. Robertson, *Human Rights in National and International Law* 161 (1968) (également en allemand et en français).

« Proceedings Against Greece under the European Convention of Human Rights », 62 *American Journal of International Law* 441 (1968).

« Interaction of National Law and Modern International Agreements: Some Introductory Observations », 18 *American Journal of Comparative Law* 233 (1970).

Contribution exceptionnelle (exemplaire paru à l'occasion du symposium), « Human Rights: The European Convention and its National Application », *American Journal of Comparative Law*, vol. 18, n° 2 (1970).

Contribution exceptionnelle (en collaboration avec K. Vasak), « Festschrift for Egon Schwelb », 4 *revue des droits de l'homme*, n^{os} 2 et 3 (1971).

« Legal Aspects of the Geneva Protocol of 1925 », 64 *American Journal of International Law* 853 (1970) (en collaboration avec R. R. Baxter); reparu dans *The Control of Chemical and Biological Weapons*, (Carnegie Endowment for International Peace, 1971), p. 1; et dans *Hearings [on the Geneva Protocol] before the Committee on Foreign Relations, United States Senate, 92^e Congrès, 1^{ère} session, mars 1971* (1972), p. 118.

« The American Convention of Human Rights: Illusions and Hopes », 21 *Buffalo Law Review* 121 (1971).

« A Casebook on the International Protection of Human Rights », 65 *American Journal of International Law*, n° 4, 247 (1971).

« The American Convention on Human Rights: an Illusion of Progress in Miscellanea W. J. Ganshof van der Meersch », vol. I, p. 385 (Bruxelles, 1972).

« International Human Rights: U. S. Policy and Priorities », 14 *Virginia Journal of International Law* 611 (1974).

« The Right to Receive Information Across National Boundaries », in *Aspen Institute for Humanistic Studies, Control of the Direct Broadcast Satellite: Values in Conflict* 73 (1974).

« The Revised OAS Charter and the Protection of Human Rights », 69 *American Journal of International Law* 829 (1975).

« Implementing the UN Racial Convention », 12 *Texas International Law Journal* 187 (1977).

« International and Regional Human Rights Law and Institutions: Some Examples of their Interaction », 12 *Texas International Law Journal* 321 (1977).

« Expanding the International Human Rights Research Agenda », 23 *International Studies Quarterly* 321 (1979) (en collaboration avec J. V. Torney).

« Domestic Jurisdiction, Intervention and Human Rights: The International Law Perspective », in *Human Rights and U. S. Foreign Policy* (P. G. Brown et D. MacLean (sous la direction de), 1979), p. 111.

« La Convención Americana sobre Derechos Humanos: Problemas Escogidos », 2 *Mundo Nuevo (Venezuela)* 40 (1979).

- « The American and European Conventions on Human Rights: Similarities and Differences », *30 American University Law Review* 155 (1980) (également en espagnol).
- « To Respect and to Ensure: State Obligations and Permissible Derogations », in *L. Henkin, The International Bill of Rights* 72 (1981).
- « The Inter-American Court of Human Rights », *76 American Journal of International Law* 231 (1982); reparu dans *Redden, Modern Legal Systems Cyclopedica*, vol. 7, p. 601 (1985).
- « The Inter-American System for the Protection of Human Rights » (1981), *Anuario Juridico Interamericano* 80 (1982). (également en espagnol, *ibid.*, p. 121); versions mises à jour et révisées dans *11 Europäische Grundrechte Zeitschrift* 169-89 (en allemand) et dans *Meron, Human Rights in International Law: Legal and Policy Issues* 439 (1984).
- « Judicial Interpretation of the American Human Rights Convention », in *Human Rights in the Americas* 253 (1984).
- « The Advisory Jurisdiction of the Inter-American Court of Human Rights », dans *Buergenthal* (sous la direction de), *Contemporary Issues in International Law* 127 (1984).
- « American Convention on Human Rights », in *8 Encyclopedia of Public International Law* 23 (1985).
- « Inter-American Court of Human Rights », in *8 Encyclopedia of Public International Law* 324 (1985).
- « The Advisory Practice of the Inter-American Human Rights Court », *79 American Journal of International Law* 1 (1985).
- « Implementation in the Inter-American Human Rights System », in *R. Bernhardt et A. Jolowicz, International Enforcement of Human Rights* 57 (1987).
- « International Human Rights Law and Institutions: Accomplishments and Prospects », *63 Washington Law Review* 1 (1988).
- « The U. S. and International Human Rights », *9 Human Rights Law Journal* 141 (1988).
- « The American Human Rights Declaration: Random Reflections », in *Staat und Völkerrechtsordnung* 133 (Hailbronner, Ress et Stein (sous la direction de), 1989).
- « The Copenhagen CSCE Meeting: A New Public Order », *11 Human Rights Law Journal* 217 (1990).
- « El Sistema Africano de Derechos Humanos y de los Pueblos », *79 Revista de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas* 268 (Venezuela, 1991).
- « The CSCE Rights System », *25 George Washington Journal of International Law and Economics* 333 (1991).
- « The Human Rights Revolution », *23 St. Mary's Law Journal* 3 (1991).
- « Democratization and Europe's New Public Order », in *CSCE and the New Blueprint for Europe* (1991).

- « CSCE Human Dimension: The Birth of a System », *Collected Courses of the Academy of European Law*, vol. I, livre 2, 163 (1992).
- « Judicial Fact-Finding: Inter-American Human Rights Court », in *Fact-Finding Before International Tribunals*, onzième colloque Sokol, Transnational Publishers (1992).
- « Self-Executing and Non-Self Executing Treaties in National and International Law », *235 Hague Academy, Recueil des Cours 333* (1992).
- « Medidas Provisorias na Corte Interamericana de Direitos Humanos », *84-86 Boletim da Sociedade Brasileira de Direito Internacional 11* (1992-93).
- « The CSCE and the Promotion of Racial and Religious Tolerance », *22 Israel Yearbook on Human Rights 31* (1992).
- « La jurisprudencia internacional en el derecho interno », in *Corte Interamericana de Derechos Humanos, la Corte y el Sistema Internacional de Derechos Humanos 67* (1994).
- « The United Nations Truth Commission for El Salvador », *27 Vanderbilt Journal of Transnational Law 497* (1994).
- « Interim Measures in the Inter-American Court of Human Rights », in *R. Bernhardt, Interim Measures Indicated by International Courts 69* (1994).
- « International Tribunals and National Courts: The Internationalization of Domestic Adjudication », in *U. Beyerlin et al., Recht zwischen Umbruch und Bewahrung (Festschrift für Rudolf Bernhardt) 68* (1995).
- « La Comision de la Verdad para El Salvador », in *Estudios Centroamericanos*, p. 813 à 847 (San Salvador, 1995); in *T. Buergenthal et A. A. Cancado Trindade* (sous la direction de), *Estudios Especializados de Derechos Humanos* (I. I. D. H. Costa Rica, 1996).
- « The Evolution of International Human Rights », in *Hector Gros Espiell: Amicorum Liber*, vol. I, p. 123 à 147 (Brulant, Bruxelles, 1997).
- « Modern Constitutions and Human Rights Treaties », *36 Columbia Journal of Transnational Law 211* (1997).
- « The Normative and Institutional Evolution of International Human Rights », *19 Human Rights Quarterly 703* (1997).
- « Centerpiece of the Human Rights Revolution », in *Ministère néerlandais des affaires étrangères, Reflections on the Universal Declaration of Human Rights: A Fiftieth Anniversary Anthology 191* (1998).
- « Die Bedeutung der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte für den internationalen Menschenrechtsschutz », in *Studien zu Grund-und Menschenrechten, Heft, 19-3* (Postdam, 1999).
- « Truth Commissions and the Protection of International Human Rights », in *Los Derechos Humanos en un mundo dividido 125*, Universidad de Deusto (1999).
- « International Human Rights in an Historical Perspective », in *Human Rights: Concepts and Standards 3* (J. Symonides (sous la direction de), 2000).

« The European and Inter-American Human Rights Courts: Beneficial Interaction », in *Protecting Human Rights: The European Perspective, Studies in Memory of Rolv Ryssdal* 123 (P. Mahoney et al. (sous la direction de), 2000).

« A Court and Two Consolidated Treaty Bodies », in *The UN Human Rights Treaty System in the 21st Century* 299 (A. Bayefsky (sous la direction de), 2000).

« Implementation of the Judgments of the Court », in *Corte Interamericana de Derechos Humanos, El Sistema Interamericano de Protección de los Derechos Humanos en el Umbral del Siglo XXI*, vol. I (2001).

« The U. N. Human Rights Committee », *5 Max Planck Yearbook of United Nations Law* 341 (2001).

« Proliferation of International Courts and Tribunals: Is it Good or Bad? », *14 Leiden Journal of International Law* 267 (2001).

« The Proliferation of International Courts and the Future of International Law », *5 Cursos Euromediterraneos de Derecho Internacional* 29 (2001).

« Non-Discrimination and Equal Protection in the Inter-American System », in *Rüdiger Wolfrum* (sous la direction de), *Gleichheit und Nichtdiskriminierung im nationalen und internationalen Menschenrechtsschutz* 161 (2003).

« International Law and the Holocaust », in *Occasional papers* (Center for Advanced Holocaust Studies, U.S. Holocaust Memorial Museum, 2004).

« Legitimität von Regierungen und die Menschenrechtsrevolution », in *Der Mensch und seine Rechte* 192 (Nolte, G. & Schreiber, H-L. (sous la direction de), 2004).

Julio D. González Campos (Espagne)

[Original : anglais/espagnol/français]

Né le 5 avril 1932 à Alcalá de Guadaíra (Séville), Espagne. Nationalité espagnole. Veuf, deux enfants.

Expérience judiciaire

Siège actuellement en qualité de juge ad hoc de la Cour internationale de Justice, dans l'affaire de la *Délimitation maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Honduras)*. En février, 2002, l'Espagne l'a désigné comme arbitre pour inscription sur la liste établie en application de l'article 2 de l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. En juillet 1992 et sur désignation de la Chambre des députés, il a été nommé magistrat de la Cour constitutionnelle d'Espagne en tant que « juriste de compétence reconnue », fonctions qu'il a occupées jusqu'en novembre 2001. Pendant cette période, il a exercé les attributions de juge rapporteur pour de nombreuses décisions prises en plénière ainsi que par la deuxième chambre de la Cour pour des questions constitutionnelles, et notamment plusieurs questions de droit international, telles que droits de l'homme, immunité de juridiction des agents diplomatiques, saisie en haute mer d'un navire transportant de la drogue, etc. Il a reçu la Grande Croix de l'ordre d'Isabelle la Catholique en juin 2004, en reconnaissance des tâches qu'il a accomplies.

Expérience en qualité de conseiller auprès de la Cour internationale de Justice et d'autres procédures de règlement des différends

Il a tout d'abord eu à connaître de questions juridiques portant sur des différends territoriaux issus de la décolonisation, en tant que représentant de l'Espagne pour l'avis consultatif sur le *Sahara occidental* rendu en 1975, affaire à l'occasion de laquelle il a fait une intervention auprès de la Cour internationale de Justice. Pour ce qui est des affaires concernant les États américains, il est intervenu en qualité de Conseiller de la République du Honduras dans la procédure de médiation avec la République du Salvador (1976-1980), menée par le D^r Bustamante, et qui s'est achevée par la signature du Traité de paix entre les deux Républiques. S'agissant de la question des limites territoriales, il a été conseiller de la République du Honduras de 1986 à 1991, intervenant pour la deuxième fois devant la CIJ, dans l'affaire du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras)*. Il a également été conseiller de la République d'Argentine (1990-1992) dans l'affaire de la *Limite entre le Jalon 62 et le Mont Fitzroy (Argentine/Chili)* devant une instance arbitrale. Son expérience des questions territoriales résultant de la colonisation, commencée avec l'avis de 1975, s'est poursuivie avec les États arabes en qualité de conseiller de l'État du Qatar (1989-1992) dans l'affaire de la *Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn*. De même, il a été conseiller de la Jamahiriya arabe libyenne (1990-1992) dans l'affaire du *Différend territorial (Libye/Tchad)* auprès de la CIJ. Sa collaboration à ces trois dernières affaires a pris fin en juillet 1992, lorsqu'il a été élu magistrat à la Cour constitutionnelle d'Espagne.

Expérience de codification et de pratique du droit international

En tant que délégué de l'Espagne à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (1968-1969), à la Commission préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1971-1973), ainsi qu'à la session de Caracas de la Conférence (1974) il a participé à deux périodes importantes du développement progressif et de la codification du droit international. Il a poursuivi ces fonctions en 2004 en tant que membre de la délégation espagnole à la Sixième Commission de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. S'agissant de relations bilatérales, il est intervenu dans les négociations pour la délimitation de la plateforme continentale entre l'Espagne et la France (Convention de Paris, 29 janvier 1974) et dans la réparation des dommages subis par deux chalutiers espagnols (Espagne/France) en 1976. Il a renforcé encore cette expérience dans le cadre de ses fonctions de consultant externe pour le service juridique international du Ministère espagnol des affaires étrangères en 1965-1976, 1984-1992 et 2003-2004 et grâce à ses travaux de recherche aux Archives générales du Ministère des affaires étrangères sur la pratique internationale de l'Espagne au XIX^e siècle (1965-1970).

En tant que délégué, il a également participé aux sessions diplomatiques de la Conférence de La Haye de droit international privé (1972, 1976, 1980, 1985 et 1988) et, comme délégué ou expert, à plusieurs commissions de la Conférence de La Haye pendant les périodes 1974-1992 et 2003-2004, ainsi qu'au sein du Groupe spécial sur l'adhésion de la Communauté européenne à la Conférence (2003). En 1988, il a été Président de la Commission des affaires générales et politiques de la Conférence de La Haye.

Participation à des tâches législatives et consultatives internes

Membre de la Commission générale de codification du Ministère de la justice depuis 1981 et pendant les périodes 1981-1992 et 2003-2004, il a participé à plusieurs projets de réforme du Code civil ainsi que de lois spéciales (loi organique du pouvoir judiciaire, loi sur la faillite, etc.). En reconnaissance des services rendus et sur proposition du Ministre de la justice, il a reçu la Grande Croix de l'ordre de San Raimundo de Peñafort.

Pendant la période comprise entre 1986 et juillet 1992, la Chambre des députés l'a élu à deux reprises membre du Conseil des universités, relevant du Ministère de l'éducation, et il a participé activement à la réforme universitaire engagée en application de la loi de 1983. De 1988 à 1991, il a été membre du Comité consultatif du Centre pour l'enseignement supérieur de l'UNESCO. En tant que spécialiste de questions de droit international et en coopération avec le Ministère de la culture, il a participé à l'élaboration du projet de loi sur le patrimoine historique et a également été membre du Conseil exécutif du musée du Prado de 1983 à juillet 1992. En 2004, il a été nommé membre du Conseil de l'Institut royal Elcano d'études internationales et stratégiques de Madrid.

Expérience universitaire

Docteur en droit de l'Université de Séville (1960), auteur d'une thèse sur « L'adhésion de nouveaux membres aux organisations internationales ». En juillet 1960, il a obtenu le prestigieux diplôme en droit international public délivré par l'Académie de droit international de La Haye. De 1963 à 1971, il a été professeur associé à la faculté de droit de l'Université de Madrid; il obtient la chaire de droit

international de l'Université d'Oviedo en décembre 1971 et l'occupe jusqu'au mois d'octobre 1979 avant de passer à l'Université autonome de Madrid (1979-2002), où il sera doyen de la faculté de droit et recteur de 1982 à 1984. Il est actuellement professeur émérite de cette Université où il dispense des séminaires et des cours de doctorat sur des questions internationales. Il a également consacré une partie de sa carrière universitaire à la formation des enseignants, il a dirigé plus de 20 thèses de doctorat de 1972 à 2004 et participé à plusieurs jurys de thèses et de concours à des postes de professeur universitaire. Sept de ses disciples sont professeurs de droit international dans différentes universités espagnoles.

À l'étranger, il a enseigné à la chaire Henri Rolin de la Vrije Universiteit Brussels (1984), où il était chargé d'un cours sur « Les structures de l'ordre juridique international ». Il a également été professeur invité à l'Université de Naples (1989) où il a donné un cours intitulé « The Economic Aspects of International Law » et à l'Université de Paris II (1960) pour un cours sur les « Mesures coercitives et sanctions économiques internationales ». Il a donné un cours à l'Académie de droit international de La Haye en 1977 ainsi qu'un cours général de droit international privé en 1987.

Il a reçu le titre de docteur *honoris causa* de l'Université de Salamanque (2000), de l'Université d'Oviedo (2001) et de l'Université Carlos III (2002).

Travaux de recherche sur des questions de droit international

Il poursuit ses activités intenses en tant que chercheur sur des questions de droit international, notamment à l'Université de Paris (1958); au Centre de recherches de l'Académie de droit international de La Haye en 1960 (Cours d'eau d'intérêt international) et en 1961 (Succession d'États); à la Bibliothèque du Palais de la Paix à Genève (en 1960 et en 1970 sur le droit des organisations internationales); à la Bibliothèque du Palais de la Paix à La Haye (1964, 1967, 1980 et 1986); au « Max-Planck-Institut » de Hambourg (1976) et, dernièrement, à la Bibliothèque d'UNIDROIT de Rome (2002) et à la « Bodleian Law Library » d'Oxford (2003).

En tant que chercheur, il a publié un grand nombre de contributions scientifiques, de 1962 à 2004, dont une sélection est présentée dans l'annexe I. Parmi celles-ci, il faut souligner les travaux donnant une vue d'ensemble du droit international, comme le cours de droit international public (8^e éd., Madrid, Civitas, 2003, en collaboration avec L. I. Sanchez Rodriguez et M. P. Andrés Sáenz de Santa María) et les matériels de travaux pratiques de droit international public (3^e éd., Madrid, Tecnos, 2002, en collaboration avec les deux professeurs précités). Une version latino-américaine du cours est en préparation en collaboration avec J. Barberis, A. A. Cançado Trindade, L. Ortiz et F. Orrego Vicuña. Sur demande de la Zeitschrift für Europäisches Privatrecht, dans la « Lebenswege » consacrée à des juristes européens renommés, dans le numéro 4/2003, sa formation et ses objectifs scientifiques ont été exposés en détail sous le titre « Les espaces et les valeurs juridiques » (annexe II).

Autres activités

Compte tenu de ses mérites scientifiques, il a été élu membre associé de l'Institut de droit international en 1989, et depuis 1995 il est membre de cette prestigieuse institution scientifique internationale. Dès sa création, il devient

membre du Groupe européen de droit international privé, consacré à l'étude du droit international privé au sein de l'Union européenne. Il a été Directeur de la *Revue espagnole de droit international* (1991-1997) et Président de l'Association espagnole de professeurs de droit international et de relations internationales (1991-1993). Il a été membre du Conseil électoral central à l'occasion du référendum sur la Constitution espagnole de 1978 et a présenté sa candidature comme député aux élections générales de 1977 et de 1979.

Madrid, septembre 2004

Mémoire

Nomination du professeur González Campos en tant que candidat à l'élection de la Cour internationale de Justice

1. À l'automne 2005, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU éliront cinq personnes pour combler les sièges qui deviendront vacants à la Cour internationale de Justice à l'expiration, en février 2006, des mandats de cinq des 15 juges de la Cour.

L'un des sièges qui va se libérer est celui occupé actuellement par le Juge Pieter H. Kooijmans (Pays-Bas), qui revient au Groupe des États d'Europe occidentale et autres États. Traditionnellement, ce poste est occupé par un juge d'Europe méridionale. Le juge sortant étant originaire des Pays-Bas, et compte tenu des principes de rotation à la Cour et de la représentation de ce groupe d'États, il serait préférable que le siège qui va se libérer soit occupé par un juge originaire d'un pays d'Europe méridionale.

Il est également nécessaire, conformément à l'esprit de l'Article 9 du Statut de la Cour internationale de Justice, de maintenir un équilibre entre les principaux systèmes juridiques représentés à la Cour afin d'optimiser son fonctionnement.

2. En vertu du Statut de la Cour internationale de Justice, le groupe espagnol de la Cour permanente d'arbitrage a décidé de nommer le professeur Julio D. González Campos candidat à l'élection de la Cour internationale de Justice. Le Gouvernement espagnol appuie pleinement cette nomination, à laquelle il attache la plus grande importance.

3. Comme on peut le voir dans le curriculum vitæ du professeur González Campos, le candidat espagnol est un juriste d'exception, qui allie une brillante carrière d'enseignement et de recherche dans le domaine du droit international à un parcours remarquable de juge et de conseiller aux affaires internationales. Il convient de noter les éléments suivants :

- Le professeur Campos siège actuellement en qualité de juge ad hoc de la Cour internationale de Justice et est professeur émérite de droit international à l'Université autonome de Madrid;
- Il a siégé à la Cour constitutionnelle d'Espagne de 1992 à 2001;
- Depuis 1976, il a apporté ses conseils à des pays d'Afrique, d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et de plusieurs pays arabes sur des affaires portées devant la Cour internationale de Justice.

4. Il convient également de noter que l'Espagne n'a pas été représentée à la Cour internationale de Justice depuis 25 ans. Le juge Federico de Castro a été le dernier Espagnol à occuper l'un des 15 sièges de la Cour (de 1970 à 1979). L'Espagne, qui est le huitième donateur des Nations Unies, est pleinement engagée dans les activités de l'Organisation, comme le montrent ses contributions aux opérations de maintien de la paix et sa participation active et constructive aux travaux du Conseil de sécurité, dont elle a été membre non permanent en 2003 et 2004.

L'Espagne attache la plus grande importance au bon fonctionnement de la Cour internationale de Justice et considère que cette institution est un instrument essentiel de garantie du respect des règles internationales en faveur de la paix, de la justice et du développement. Pour cette raison, elle fait partie des États qui reconnaissent la juridiction obligatoire de la Cour.

Au vu de ce qui précède, l'Espagne espère que tous les États Membres de l'Organisation représentés à l'Assemblée générale ainsi que tous les membres du Conseil de sécurité soutiendront la candidature du professeur González Campos aux élections qui doivent se tenir à l'automne 2005 lors de la soixantième session de l'Assemblée générale.

Liste non exhaustive de publications du professeur Julio D. González Campos

I. Droit international public

1. « Las pretensiones de Marruecos sobre los territorios españoles del Norte de África » (Madrid, Real Instituto Elcano, 2004).
2. « Algunas cuestiones relativas a los tratados internacionales en la jurisprudencia del Tribunal Constitucional » (in *Libro homenaje al profesor José Antonio Pastor Ridruejo*, Madrid, Tecnos, 2004).
3. « Sobre la práctica en Derecho Internacional y comunitario: los datos de su evolución y las tareas del jurista en la realidad actual » (in *Iniciación a la práctica en Derecho internacional y Derecho comunitario europeo*, Madrid, Universidad de Alcalá de Henares/M. Pons, 2003).
4. *Curso de Derecho Internacional Público* (8^e éd., Madrid, Civitas, 2003, en collaboration avec L. I. Sánchez Rodríguez et M. P. Andrés Sáenz de Santa María).
5. *Legislación básica de Derecho internacional público* (3^e éd., Madrid, Tecnos, 2003, en collaboration avec M. P. Andrés Sáenz de Santa María; 2^e éd., 1992).
6. *Materiales de prácticas de Derecho internacional público* (3^e éd., Madrid, Tecnos, 2002, en collaboration avec L. I. Sánchez Rodríguez et M. P. Andrés Sáenz de Santa María).
7. « La interacción entre el Derecho internacional y el Derecho interno en materia de Derechos humanos » (in *El Derecho internacional en los albores del siglo XXI. Homenaje al profesor Juan-Manuel Castro-Rial Canosa*, Madrid, Trotta, 2002).
8. « Las normas internacionales sobre Derechos humanos y los derechos reconocidos en la Constitución española. Art. 10.2 C.E. » (in *Tres Lecciones sobre la Constitución*, Seville, Megablum, 1999).

9. « La participación de las Comunidades Autónomas en la celebración y ejecución de los tratados internacionales » (in *Relaciones internacionales y Comunidades Autónomas*, Barcelona, Institut d'Estudis Autònoms de Catalunya, 1990).
10. « El ingreso de España en las Comunidades europeas y los efectos del Acta de adhesión » (in *Tratado de Derecho Comunitario Europeo*, sous la direction de E. García de Enterría, J. D. González Campos et S. Muñoz Machado, Madrid, Civitas, 1986, vol. I, en collaboration avec J. L. Piñar Mañas).
11. « Reglamentación internacional de las pesquerías. Los intereses españoles y la solución del problema pesquero » (in *Estudio del Derecho del Mar en Galicia*, Santiago de Compostela, Universidad, 1979, en collaboration avec L. I. Sánchez Rodríguez).
12. « Las relaciones entre España y la C.E.E. en materia de pesca » (in *Il regime della pesca nella comunità Europea*, Milan, Giuffrè, 1979).
13. « La recepción de las normas convencionales en el ordenamiento español » (commentaire sur l'article 1.5 du Code civil, in *Comentarios a las reformas del Código civil*, Madrid, Tecnos, 1977).
14. « Derechos humanos y situaciones coloniales » (in *Política y Derechos humanos*, Valencia, Tirant lo Blanc, 1976).
15. « La navegación por el mar territorial, incluidos los estrechos » (in *La actual revisión del Derecho del Mar. Una perspectiva española*, vol. I, part I, Madrid, Ministère des affaires étrangères, 1974).
16. « La polarización del Derecho convencional en torno a las Organizaciones internacionales y el futuro del Derecho de los tratados » (in *Homenaje a Enrique Sayagués-Laso*, vol. II, Madrid, Civitas, 1969).
17. « El caso del Virgen del Refugio (1864) y el derecho de visita en alta mar » (in *Revista Española de Derecho Internacional*, 1968).
18. « La aplicación del futuro Convenio sobre el Derecho de los tratados a los acuerdos vinculados con Organizaciones internacionales » (in *Estudios de Derecho internacional. Homenaje a Don Antonio de Luna*, Madrid, CSIC, 1968).
19. « Libertad religiosa y reclamaciones internacionales en España. El caso Frith » (in *Homenaje al Profesor Jiménez Fernández*, vol. I, Séville, 1967).
20. « Las Naciones Unidas y la protección de los Derechos humanos » (in *United Nations, year XX*, Madrid, Tecnos, 1966).
21. « La contribución de la Conferencia de Berlín, 1884-1885, al Derecho de las Organizaciones internacionales » (in *Revista Española de Derecho Internacional*, 1964).
22. « Consideraciones sobre los problemas de la sucesión de Estados » (in *Revista Española de Derecho Internacional*, 1963).
23. « Problemas de sucesión de Estados en las Comisiones Fluviales Internacionales » (in *Revista de Derecho Español y Americano*, 1963).
24. « La coexistencia internacional en la *Pacem in Terris* » (in *Comentarios Civiles a la Pacem in Terris*, Madrid, Taurus, 1963).

25. «La VI Comisión de la Asamblea General de las Naciones Unidas y el Derecho internacional de la coexistencia pacífica» (in *Revista de la Facultad de Derecho de la Universidad de Madrid*, 1963).

26. «Notas sobre la práctica de las Organizaciones internacionales respecto a los efectos de la sucesión de Estados en el estatuto de miembro de Organización» (in *Revista Española de Derecho Internacional*, 1962).

27. «El dictamen del T.I.J. del 8 de julio de 1960 y la composición de los órganos de las instituciones internacionales» (in *Revista Española de Derecho Internacional*, 1962).

II. Droit international privé

28. «La Cour de Justice des Communautés européennes et le non-droit international privé» (in *Festschrift für Eric Jayme*, Sellier, Munich, 2004).

29. «Diritto privato uniforme e diritto internazionale privato» (in *Diritto internazionale privato e Diritto comunitario*, Padoue, Cedam, 2004).

30. «La technique conflictuelle et les objectifs et valeurs du droit matériel: la *lex originis* pour les biens culturels» (in *La protection internationale des biens culturels. Regard dans l'avenir*, Athènes, Éditions A.N. Sakkoulas, 2003).

31. «Legislación básica de Derecho internacional privado (13^o éd., Madrid, Tecnos, 2003, en collaboration avec A. Borrás, N. Bouza et M. Virgos).

32. «La reforma del sistema español de Derecho internacional privado» (in *Revista Española de Derecho Internacional*, 2001).

33. «Diversification, spécialisation, flexibilisation et matérialisation des règles de droit international privé. Cours général» (in *Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye*, vol. 287, 2000).

34. «Efforts concertés d'unification et coexistence des règles de droit international privé dans le système étatique» (Éd. Pluribus Unum, LiberAmicorum G.A.L. Droz, La Haye, M. Nijhoff, 1996).

35. «El paradigma de la norma de conflicto multilateral» (in *Estudios jurídicos en homenaje al profesor Aurelio Menéndez*, vol. IV, Madrid, Civitas, 1996).

36. «El marco constitucional de los conflictos internos en España» (in *Europäischer Binnenmarkt: Internationales Privatrecht und Rechtsangleichung*, Heidelberg, Müller Juristische Verlag, 1995).

37. «Derecho internacional privado. Parte especial» (6^o éd. révisée, Madrid, Eurolex, 1995, en collaboration avec J. C. Fernández Rozas et autres auteurs).

38. «Ámbito de aplicación en el espacio de la Ley de Propiedad intelectual de 1987» (commentaire sur les articles 145 à 148, in *Comentarios a la Ley de Propiedad Intelectual*, Madrid, Tecnos, 1989, en collaboration avec M. Guzmán Zapater).

39. «Le commerce international de l'art en Droit espagnol» (in *La vente internationale d'objets d'art*, Paris/Genève, Institute of International Business Law and Practice, 1985).

40. « La nacionalidad española de origen » (commentaire sur l'article 7 du Code civil, in *Comentarios a las reformas de nacionalidad y tutela*, Madrid, Tecnos, 1986).
41. « Competencia judicial internacional de los Tribunales españoles para declarar el concurso del deudor y eficacia en España del concurso declarado en el extranjero » (in *Revista de la Facultad de Derecho de la Universidad Complutense*, Madrid, 1985).
42. « Separación y divorcio en el Derecho internacional privado español » (commentaire sur l'article 107 du Code civil, in *Matrimonio y Divorcio. Comentarios al nuevo Título IV del Libro I del Código Civil*, Madrid, Civitas, 1982, en collaboration avec P. Abarca Junco).
43. « Aspectos internacionales de la situación concursal » (in *La reforma del Derecho de quiebra*, Madrid, Civitas/Universidad-Empresa, 1982).
44. « Cuestiones de Derecho internacional privado en las Comunidades Europeas » (in *España y las Comunidades Europeas*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 1982).
45. « La celebración del matrimonio ante funcionarios consulares en España. Algunos casos de la práctica del siglo XIX » (in *Estudios de Derecho internacional. Homenaje al profesor Miaja de la Muela*, vol. II, Madrid, Tecnos, 1979).
46. « Les liens de la compétence judiciaire et de la compétence législative en Droit international privé » [in *Recueil des Cours de l'Académie de Droit International de La Haye*, vol. 156 (1977-II)].
47. « Sobre los orígenes del matrimonio consular de los españoles en el extranjero » (in *Estudios jurídicos en homenaje al profesor Federico de Castro*, vol. 1, Madrid, Tecnos, 1976).
48. « Sobre el convenio de arbitraje en Derecho internacional privado español » (in *Anuario de Derecho internacional*, vol. II, Pamplona, 1975).
49. « El convenio entre España y Francia del 28 de mayo de 1969 sobre reconocimiento y ejecución de decisiones extranjeras » (in *Estudios de derecho internacional. Homenaje al profesor Luis Sela Sampil*, vol. 11, Oviedo, Universidad, 1970).
50. « La Revolución de 1868 y la codificación del Derecho internacional privado en Europa » (in *Revista de la Facultad de Derecho de la Universidad de Madrid*, 1969).

III. Autres publications

Outre les publications ci-dessus énumérées, le professeur Julio D. González Campos est l'auteur de plusieurs études, commentaires de jurisprudence et notes sur des questions de droit international public, de droit international privé, de droit de la Communauté européenne et de droit constitutionnel, dont la plupart ont été publiés dans la *Revista Española de Derecho Internacional* entre 1962 et 2004.

Madrid, septembre 2004

Kenneth Keith (Nouvelle-Zélande)

[Original : anglais]

Né à Auckland, Nouvelle-Zélande, le 19 novembre 1937, marié, quatre enfants

I. Postes actuellement occupés

Juge à la Cour suprême de Nouvelle-Zélande, qui vient d'être créée (depuis 2004)

Juge d'appel à Samoa (depuis 1982), aux Îles Cook (depuis 1982) et à l'Île de Nioué (depuis 1995). Juge à la Cour suprême de Fidji (depuis 2003)

Président (depuis 2002) et membre (depuis 1991) de la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits établie conformément au premier Protocole additionnel aux Conventions de Genève relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (élu en 1991, 1996 et 2001)

Membre du groupe national néo-zélandais à la Cour permanente d'arbitrage (depuis 1985) et du groupe d'arbitres du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (depuis 1994)

Président d'un tribunal de l'ALENA (dans l'affaire *UPS c. Canada*)

II. Postes précédemment occupés

Juge à la Cour d'appel de Nouvelle-Zélande (1996-2003)

Membre du Judicial Committee du Privy Council, Londres (1998-2003)

Membre des tribunaux arbitraux internationaux ayant examiné les affaires du Rainbow Warrior (*Nouvelle-Zélande c. France*, 1990) et du thon rouge du Sud (*Australie et Nouvelle-Zélande c. Japon*, 2000)

Membre de l'équipe juridique de la Nouvelle-Zélande dans les affaires des essais nucléaires devant la Cour internationale de Justice en 1973, 1974 et 1995

Chef de la délégation néo-zélandaise à deux des sessions de la Conférence diplomatique qui a élaboré les protocoles additionnels de 1977 aux Conventions de Genève

Membre du Bureau des affaires juridiques (Division de la codification) de l'Organisation des Nations Unies (1968-1970), principalement chargé d'effectuer des recherches pour la Commission du droit international et généralement affecté à la Sixième Commission de l'Assemblée générale, et notamment au Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États

Professeur, Université Victoria de Wellington (1962-1964, 1966-1991); doyen (1977-1981); actuellement professeur émérite; également professeur associé à la faculté de droit d'Osgoode Hall, Toronto (1981-1982)

Agent de la Division juridique du Département néo-zélandais des affaires extérieures (1960-1962)

III. Expérience de l'application du droit international en tant que magistrat

En tant que juge, M. Keith a statué sur de nombreuses affaires faisant intervenir des questions de droit international et concernant par exemple le transport maritime (Règles de La Haye) et aérien (Conventions de Chicago et de Varsovie), les mouvements de population (immigration, réfugiés, extradition et enlèvements d'enfants), les mouvements de marchandises (Accord sur l'évaluation du GATT), la liberté de la haute mer, les pêches, l'immunité des États étrangers, ainsi que de nombreuses affaires relatives aux droits de l'homme, concernant notamment la liberté d'expression, la liberté de religion, l'égalité, les droits de l'enfant et le respect des droits individuels dans le cadre de l'exercice des pouvoirs de police et de l'application de la procédure pénale. On trouvera quelques exemples récents de ces décisions dans *International Law Reports*, vol. 104:508 et 526; 108:622; 114:568; 115:655; 117:636 et 641; 120:551 et 585.

IV. Expérience universitaire

Principaux domaines d'enseignement, de recherche et d'écriture : droit international (y compris la Cour internationale de Justice et le droit international humanitaire), droit administratif, droit constitutionnel et questions de méthodologie juridique, y compris la réforme du droit. Est l'auteur de plus de 100 articles et rubriques publiés dans la presse et dans divers ouvrages en Australie, au Canada, aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni, ainsi que de publications officielles; certains de ces écrits sont mentionnés dans la bibliographie sélective ci-après.

Conférences commémoratives (dans la bibliographie) : conférence commémorative Cook (New Zealand Bankers Association), conférence commémorative Sir John Marshall (Wellington District Law Society), conférence commémorative F. W. Guest (Université d'Otago), conférence commémorative Brainerd Currie (Duke University), conférence Harkness Henry (Université de Waikato), conférence commémorative Frank Stuart Dethbridge (Maritime Law Association of Australia and New Zealand) et conférence Sir David Williams (Université de Cambridge).

A étudié le droit à l'Université d'Auckland, l'Université Victoria de Wellington et la Faculté de droit de Harvard, et a obtenu le Doctorat (LLB) et la spécialisation post-doctorale (LLM).

V. Autres activités professionnelles

Président (depuis 2000) du New Zealand Institute of International Affairs

Conseiller d'honneur et consultant en droit international humanitaire à la Croix-Rouge de Nouvelle-Zélande; Président du Comité néo-zélandais pour la diffusion du droit international humanitaire

Membre du Public and Administrative Law Reform Committee (1972-1986), du Committee on Official Information (1978-1980), de la Royal Commission on the Electoral System (1985-1986), du Legislation Advisory Committee (1986-1996) et de la Law Commission (1986-1996, président de 1991 à 1996)

Membre (depuis 2003), associé (1997-2003) de l'Institut de droit international

Inscrit au Barreau de Nouvelle-Zélande (depuis 1961)

VI. Liste non exhaustive de distinctions

Docteur *honoris causa* de l'Université d'Auckland (2001) et de l'Université Victoria de Wellington (2004)

Conseiller de la Reine (1994)

Chevalier commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique. Distinction obtenue en reconnaissance des services rendus dans les domaines de la réforme et de l'enseignement du droit (1988)

VII. Comités d'édition

Membre des Comités d'édition suivants : Public Law Review (Melbourne), New Zealand Law Review (Auckland), Journal of Maritime Law Association of Australia and New Zealand (Brisbane) et New Zealand Journal of Public and International Law (Wellington)

VIII. Liste non exhaustive d'associations professionnelles

Membre de l'American Law Institute; membre honoraire de la Society of Legal Scholars (Angleterre); membre de la Legal Research Foundation (Nouvelle-Zélande); membre de l'American Society of International Law; membre du British Institute of International and Comparative Law; membre de l'Australian and New Zealand Society of International Law; membre de l'International Institute for Strategic Studies

Bibliographie sélective

Droit international

New Zealand Treaty Practice: The Executive and the Legislature (1964) 1 NZULR 272

International Law and New Zealand Municipal Law, in J. F. Northey (sous la direction de), A. G. Davis, *Essays in Law* (1965)

The Role of Law in the United Nations (1967) 4 VUWLR 116

Succession to bilateral treaties by seceding States (1967) 61 AJIL 521

The Extent of the Advisory Jurisdiction of the International Court of Justice (1971)

Defence Perspectives (1972) – direction et préface

Land and Sea Frontier Problems in South-East Asia, in Hedley Bull (sous la direction de) *Asia and the Western Pacific: Towards a New International Order* (1975) 87

The Nuclear Tests cases after ten years (1983) 14 VUWLR 345

A New Zealand Perspective on Globalisation, in Alston and Chiam (sous la direction de) *Treatymaking and Australia – Globalisation versus Sovereignty?* (1995) 283

The Advisory Jurisdiction of the International Court of Justice: Some Comparative Reflections (1996), 17 Aust YBIL 39

Sovereignty: a Legal Perspective, in G. A. Wood (sous la direction de), *State and Sovereignty: Is the State in Retreat?* (1997)

Application of International Human Rights Law in New Zealand (1997) 32 Texas ILJ 401 (également publié dans *Judicial Colloquium in Georgetown, Guyana*, 1996, *Developing Human Rights Jurisprudence*, vol. 7 (1998))

The International Law Commission's Work and the Shaping of International Law, in *Proceeding of the United Nations Colloquium on Progressive Development and Codification of International Law* (1998)

Rights and Responsibilities: protecting the Victims of Armed Conflicts (Conférence commémorative Brainerd Currie, Duke University, 1997) (1999) 48 Duke LJ 1081

Role of the courts in New Zealand in giving effect to international human rights – with some history: Seminar Commemorating the 50th Anniversary of the Universal Declaration of Human Rights (1999) 29 VUWLR 27 et (1998) 4 NZACL Yearbook 27

The Impact of International Law on New Zealand Law (Conférence Harkness Henry) (1999) 6 Waitoko LR 1

Freedom of Information and International Law, in Jack Beatson & Yvonne Cripps (sous la direction de) *Freedom of Expression and Freedom of Information: Essays in Honour of Sir David Williams* (2000)

The Difficulties of « Internal Flight » and « Internal Relocation » as Frameworks of Analysis (2001), 15 *Georgetown Immigration Law Journal* 433

Piracy and other perils: Can the law cope? (2002) 16 *Journal of Maritime Law Association of Australia and New Zealand* (Conférence commémorative Frank Stuart Dethbridge)

Sovereignty at the Beginning of the 21st Century: Fundamental or Outmoded? (2004) 63 *Camb LJ* 581 (Conférence commémorative Sir David Williams)

Sir Ninian Stephen: Permanent Court of Arbitration, in Cheryl Saunders and Tim McCormick (sous la direction de) *Liber amicorum for Sir Ninian Stephen* (à paraître)

Droit constitutionnel et administratif

The Right to Protest, in Keith (sous la direction de) *Essays on Human Rights* (1968)

Appeals from Administrative Tribunals – the existing judicial experience (1969) 5 VUWLR 123

The Ombudsman and « Wrong » Decisions (1971) 4 NZULR 361

International Implications of Race Relations in New Zealand (1972)

Race Relations and the Law in New Zealand (1973), 6 *Human Rights Journal* 329

Constitutional Change, in Ian Wards (sous la direction de) *Thirteen Facets: Essays to Celebrate the Silver Jubilee of Queen Elizabeth the Second 1952-1977* (1978)

En collaboration avec d'autres auteurs : *Towards More Open Government* (Rapports du Comité sur les informations officielles, 1980, 1981)

En collaboration avec d'autres auteurs : *A Bill of Rights for New Zealand: A White Paper* (1985)

A Bill of Rights for New Zealand? Judicial Review versus Democracy (1985)
11 NZULR 307 et dans Legal Research Foundation: *A Bill of Rights for New Zealand* (1985)

Law and Administration (1986) NZLJ 275

En collaboration avec d'autres auteurs : *Towards a Better Democracy*, Report of the Royal Commission on the Electoral System (Rapport de la Commission royale sur le système électoral) (1986)

The Law and the Constitution in 1989 (Conférence commémorative Sir John Marshall, 1989)

On the Constitution of New Zealand: An introduction to the foundations of the current form of Government, publié à l'origine dans Cabinet Office Manual (1991); également publié dans une version légèrement modifiée dans (1992) 44 Political Science 28, Cabinet Office Manual (1996) et Cabinet Manual (2001)

The Role of the Tribunal, the Courts and the Legislature, in Treaty of Waitangi: Special Issue (1995) 25 VUWLR 129 (également publié dans Geoff McLeay (sous la direction de) *Treaty Settlements: The Unfinished Business* (1995))

Governance, Sovereignty and Globalisation: 5th Biennial Conference on the New Zealand Council of Trade Unions (1998) 28 VUWLR 477, (1997) 3 NZACL Yearbook 477, (1998) 4 Revue juridique polynésienne 477

« *Concerning Change* » : *The Adoption and Implementation of the New Zealand Bill of Rights Act 1990* (2000) 31 VUWLR 721

Sources of law, especially in statutory interpretation, with suggestions about distinctiveness, in Rick Bigwood (sous la direction de) *Legal Method in New Zealand: Essays and Commentaries* (2001)

Concerning Choice, in David Carter and Matthew Palmer (sous la direction de) *Roles and Perspectives in the Law: Essays in Honour of Sir Ivor Richardson* (2002)

Commissions of Inquiry: some thoughts from New Zealand, in Allan Manson and David Mullan (sous la direction de) *Commissions of Inquiry: Praise or Reappraise?* (2003) 153

Introductory essay: Public Law in New Zealand (2003) 1 NZJPIL 3

The Unity of the Common Law and the Ending of Appeals to the Privy Council (2005) 54 ICLQ 197

Révision et réforme du droit

A Code of Procedure for Administrative Tribunals? (1971)

En collaboration avec d'autres auteurs : rapports et autres publications du Comité pour la réforme du droit public et administratif (1972-1986), du Comité consultatif sur la législation (1986-1996) et de la Commission du droit (1986-1996)

Administrative Law Reform 1953-1978 (1978) 9 VUWLR 427

A Lawyer looks at Parliament, in Sir John Marshall (sous la direction de) *The Reform of Parliament: Contributions by Dr Alan Robinson and papers presented in his memory...* (1978)

Commercial Law Reform: Processes with a Purpose (1988, Cook Memorial Lecture, New Zealand Bankers Association)

Philosophies of Law Reform (F. W. Guest Memorial Lecture) (1991) 7 Otago LR 363

Lawyers and the Rule of Law: Lawyers in the Law Reform Process, in 10th Commonwealth Law Conference Nicosia, Cyprus: Conference Papers (1993)

Policy and Law: Politicians and Judges (and Poets), in Gray and Wilkinson (sous la direction de) *Courts and Policy: Checking the Balance* (1995) 117

Law Reform, in Barker and Wear (sous la direction de) *Law Stories: Essays on the New Zealand Legal Profession 1969-2003* (2003)

Administrative Law Developments in New Zealand, in M. Taggart and G. Huscroft (sous la direction de) *Festschrift in Honour of David Mullan* (à paraître)

Autres publications d'intérêt

The Impact of American ideas on New Zealand's educational policy, practice and theory: the case of law (1988), 18 VUWLR 327 (également dans David Philips and others (sous la direction de) *The Impact of American ideas on New Zealand's Educational Policy, Practice and Thinking* (1989)

En collaboration avec d'autres auteurs : *Report of the Presidential Commission of Inquiry on the Araly Point Explosion* (Colombo, 1993)

Why is academic freedom important for New Zealand? In Rob Crozier (sous la direction de) *Troubled Times: Academic Freedom in New Zealand* (1998)

Avril 2005

Seidou Adamou Mazou (Niger)

[Original : français]

Date de naissance : 13 décembre 1955
Lieu de naissance : Niamey, Niger
Nationalité : Nigérienne
Situation matrimoniale : Marié
Magistrat du 1^{er} grade, échelon unique

Cursus universitaire

Mai 1979 Licence en droit privé (Université du Bénin, Togo)
Juin 1980 Maîtrise en droit privé (Université du Bénin, Togo)
Juin 1982 Diplôme de l'École de la magistrature de Paris

Expérience professionnelle

Depuis juillet 2003 Inspecteur général des services judiciaires, cumul avec l'intérim de Secrétaire général du Ministère depuis octobre 2004

2002-2003 Conseiller à la Cour suprême

2000-2001 Président de la Cour d'appel de Niamey

1999-2000 Conseiller à la Cour d'État

1996-1999 Procureur général près la Cour d'appel de Niamey

1996-1996 Secrétaire général du Ministère de la justice

1994-1996 Directeur des affaires judiciaires au Ministère de la justice

1993-1994 Président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Niamey

1992-1994 Conseiller à la cour d'appel de Niamey

1990-1992 Président du tribunal de première instance de Niamey

1989-1990 Substitut du Procureur général près la cour d'appel de Niamey
Président de la chambre de contrôle de la cour de sûreté de l'État

1988-1989 Vice-Président du tribunal de première instance de Niamey
cumulativement juge près la cour spéciale chargée des affaires de détournement de deniers publics

1984-1988 Président du tribunal de première instance Zinder
cumulativement juge d'instruction à la cour spéciale

1982-1984 Juge de section à Arlit

Stages – spécialisations

1993	Certificat	Contentieux économique (École de la magistrature Paris – cour d’appel de Versailles)
1995	Certificat	Administration des juridictions et de l’administration centrale de la justice (Paris)
1997	Certificat	Formation sur la mise en œuvre des conventions d’extradition et d’entraide judiciaire en matière pénale de la CEDEAO (Grand Bassam/Côte d’Ivoire) organisés par la Division de la prévention du crime et de la justice pénale et le PNUCID
1997		Diplôme de participation à l’atelier des coordonnateurs des comités interministériels de lutte contre la drogue dans la zone CEDEAO organisé par le PNUCID (UFDA Grand Bassam/Côte d’Ivoire)

Missions et consultations

Du 1^{er} septembre 1999 au 31 décembre 1999 : mission de faisabilité du projet Justice des mineurs, AFVP 2000, en équipe avec deux consultants internationaux; rapport ayant permis la mise en place des mesures d’accompagnement pour les tribunaux des mineurs

2001-2003 : appui à l’organisation de cinq séminaires de formation dans le cadre du projet Justice des mineurs. AFVP

- Organisation et animation
- Élaboration de fiches techniques
- Exposés sur la justice des mineurs

Autres expériences

- Membre juriste du Conseil régional de l’épargne publique et des marchés financiers de l’UEMOA (CREPMF) depuis janvier 2003
- Membre du Conseil d’administration de la loterie nationale du Niger (1997-2003)
- Enseignant à l’École nationale de la magistrature (2003)
- Membre du Conseil supérieur de la magistrature (1997-2000)
- Enseignant vacataire à l’École nationale d’administration (1993-1996)
- Laboratoire photo amateur
- Bonne connaissance de l’outil informatique (soft et hard plus traitement de textes)

Commissions

- Président de la Commission nationale d’élaboration des stratégies de lutte contre la corruption

- Vice-Président de la Commission chargée de la réforme législative en matière pénale, civile et commerciale (depuis novembre 2003)
- Président de la Commission nationale de coordination pour la lutte contre la drogue (1995-1999)
- Membre de la Commission centrale des marchés (1995-1998)
- Président de la Commission nationale d'examen des actes uniformes de l'OHADA (1998-1999)
- Membre de la Commission chargée de l'élaboration du code de commerce (1996-1997)
- Membre de la Commission d'enquête sur l'accident de l'avion Cessna 337D 5UABS de NAS survenu le 15 décembre 1995 à Azéghouei et ayant coûté la vie à Mano Dayak (chef de la rébellion)
- Président de la Commission chargée de la vérification des mandats à la Conférence nationale du 29 juillet 1991

Connaissances linguistiques

Très bonne connaissance du français

Connaissances de base de l'anglais

Associations

Membre de l'association Droits des enfants international (DEI)

Membre de l'International Association of Prosecutors (IAP)

Membre de l'Association nigérienne des droits de l'homme (ANDDH)

Séminaires – colloques

De 1995 à 1998 : plusieurs participations aux différentes réunions des coordonnateurs de la lutte contre la drogue à l'UFDA Grand Bassam (CI), à Praia (Cap-Vert), à Banjul (Gambie), en qualité de coordonnateur national de lutte contre la drogue pour le Niger (certificats)

De 1994 à 1999 : expert juriste : toutes les réunions d'experts et de ministres de la justice dans le cadre de l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (Lomé, Mabako, N'djamena, Dakar, Libreville, Yaoundé, Ouagadougou) puis de président de commission nationale

23-26 mai 1991 : séminaire de droit international humanitaire à Ouagadougou au Burkina Faso sur le thème « Le droit international humanitaire et l'Afrique »

15-17 octobre 1992 : séminaire régional sur les droits de l'homme à Lomé au Togo

18-25 avril 1994 : expert juriste à la réunion du comité d'experts et du Conseil des ministres de la justice de la CEDEAO à Lagos au Nigéria. Elle a abouti à l'adoption des projets de textes sur l'extradition, le protocole relatif au Parlement de l'Afrique de l'Ouest et celui de règlement relatif à l'octroi au sein de la CEDEAO du statut d'observateur aux ONG

28-30 juin 1994 : deuxième Colloque sur la promotion des droits de l'homme à l'heure des ajustements structurels OMCT/SOS Torture à Ouagadougou, Burkina Faso (participation au titre de l'A. N. D. D. H.)

28 avril-8 mai 1995 : délégué du Niger au neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants au Caire

28-30 décembre 1995 : journées de réflexion sur le plan stratégique de l'informatisation de l'économie nigérienne, Niamey

2, 3 et 4 décembre 1995 : sixième Sommet de la francophonie, Cotonou (Bénin)

21-24 juillet 1997 : sommet africain tenu à Dakar sur la criminalité transnationale et la lutte contre la corruption

Août 1997 : atelier de travail à l'UFDA, Grand Bassam (Côte d'Ivoire) sur l'extradition et l'entraide judiciaire au sein de la CEDEAO (certificat)

25 juin-1^{er} juillet 2001 : séminaire de formation sur le droit communautaire (UEMOA, OHADA, CEDEAO) organisé par le CEEI de Ouagadougou (Burkina Faso) en direction des magistrats de l'espace UEMOA

24-28 septembre 2001 : réunion du comité technique chargé d'adopter le plan de classement thématique (législation, jurisprudence) des pays francophones (Abidjan)

30 mars-1^{er} avril 2005 : séance de formation du projet ETHICS sur la justice pénale internationale : les infractions et les institutions (CFJ-Dakar)

Bernardo Sepúlveda Amor (Mexique)

[Original : anglais]

Bernardo Sepúlveda a siégé à la Cour internationale de Justice en qualité de juge *ad hoc* en l'affaire *Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. États-Unis d'Amérique)*.

Il est actuellement membre de la Commission du droit international de l'ONU, après y avoir été élu par l'Assemblée générale en 1996 pour un premier mandat de cinq ans, puis réélu en 2001.

Il a consacré une grande partie de ses activités professionnelles récentes à l'arbitrage international. Il est membre du groupe d'arbitres de l'International Center for Dispute Resolution (ICDR), qui est la branche internationale de l'American Arbitration Association, ainsi que de l'Institute for Transnational Arbitration (ITA) du Center for American and International Law.

Il est membre de la Commission d'arbitrage de la Chambre mexicaine de commerce et a été nommé président d'un tribunal d'arbitrage constitué selon le règlement de la Chambre de commerce internationale (CCI).

M. Sepúlveda a été Secrétaire d'État aux affaires étrangères du Mexique de décembre 1982 à 1988, période pendant laquelle il a présidé les délégations mexicaines à l'Assemblée générale des Nations Unies et à l'Organisation des États américains, ainsi qu'à d'autres organisations internationales et régionales.

Il a été nommé Ambassadeur du Mexique aux États-Unis d'Amérique de janvier à novembre 1982. De 1989 à 1993, il a été Ambassadeur au Royaume-Uni. Il a également représenté son pays en Irlande.

Pendant qu'il était Secrétaire d'État aux affaires étrangères, M. Sepúlveda a présidé, aux côtés du Secrétaire d'État des États-Unis, la Commission binationale États-Unis-Mexique, organisation intergouvernementale qui traite toutes les questions intéressant les relations entre les deux pays.

Toujours en sa qualité de Secrétaire d'État aux affaires étrangères, il a dirigé la participation du Mexique au processus de paix institué en faveur de l'Amérique centrale pendant les années 80. Avec le Venezuela, la Colombie et le Panama, il a créé pour cela le Groupe de Contadora, organe diplomatique visant à apporter la paix et la stabilité dans la région.

Avec les Ministres des affaires étrangères de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie, de Panama, du Pérou, de l'Uruguay et du Venezuela, M. Sepúlveda a pris part à la création du Groupe des huit, aujourd'hui appelé Groupe de Rio, qui entend promouvoir la coopération en Amérique latine et sous les auspices duquel des sommets présidentiels se tiennent depuis 1987.

M. Sepúlveda a également été membre de la délégation mexicaine à plusieurs conférences des Nations Unies, notamment la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, la Conférence de Vienne sur le droit des traités et plusieurs sessions de la Conférence du désarmement. Il était membre de la délégation du Mexique au sommet des chefs d'État et de gouvernement de Cancun, en 1981.

Sa carrière diplomatique l'a également amené à travailler dans le domaine économique. Ainsi, en 1980, il a présidé la Commission des sociétés transnationales

de l'ONU. De 1978 à 1980, il a été rapporteur du Groupe de travail intergouvernemental du code de conduite des sociétés transnationales au sein de cette même commission; il a représenté le Mexique à la Commission de 1977 à 1981.

De 1976 à 1980, il a été membre de la délégation mexicaine aux réunions annuelles du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement, ainsi qu'à celles du Groupe des Vingt-Quatre.

M. Sepúlveda a occupé plusieurs postes dans l'Administration mexicaine. Il a été Directeur adjoint des affaires juridiques au secrétariat de la présidence de 1968 à 1970, puis Directeur du programme d'investissements étrangers de 1971 à 1975, et enfin Directeur général des affaires internationales au Ministère des finances.

En 1981, il a été nommé Conseiller principal pour les affaires internationales du Ministre du budget. M. Sepúlveda a également été membre, de 1982 à 1988, des conseils d'administration de la société d'État Petróleos Mexicanos (PEMEX) et du Fonds national de promotion du tourisme (Fondo Nacional de Fomento al Turismo, FONATUR).

M. Sepúlveda a été conseiller juridique d'ICA, la plus importante société de bâtiment-travaux publics et d'approvisionnement du Mexique. En cette qualité, il a coordonné plusieurs arbitrages internationaux opposant ICA à des gouvernements étrangers. Il a également dirigé des procédures d'arbitrage au Mexique.

Tout au long de sa carrière, M. Sepúlveda a gardé des liens étroits avec l'université. Depuis 1967, il est professeur de droit international et de droit des organisations internationales au Colegio de México, où il est également chercheur associé. Il enseigne en outre le droit international et la politique étrangère depuis une trentaine d'années à l'Institut du Ministère des affaires étrangères pour la formation des diplomates mexicains (Academia Diplomática Matías Romero).

En 1975-1976, il a cofondé le Centre de recherche sur les États-Unis du Centro de Investigaciones y Docencia Económica (CIDE), dont il a été le premier directeur. Il a également animé, de 1971 à 1976, le séminaire sur les questions de droit international de la faculté de sciences politiques et sociales de l'Universidad Nacional Autónoma de México.

En 1974 et 1975, M. Sepúlveda a été membre du conseil exécutif de l'American Society of International Law. Il est membre fondateur de Transparencia Mexicana, organisation non gouvernementale associée à Transparency International, et siège à son conseil d'administration. Il a récemment été élu Président de la société mexicaine correspondante de l'Association du droit international.

M. Sepúlveda est membre du conseil de rédaction de la revue des affaires internationales du Colegio de México, *Foro Internacional*, ainsi que du Conseil d'administration du mensuel *Este País*. Il a écrit un grand nombre d'ouvrages et d'articles sur les Nations Unies, le droit international, la politique étrangère et l'économie internationale. Ces ouvrages ont été publiés au Mexique et à l'étranger par des éditeurs renommés et des revues spécialisées.

En 2002, M. Sepúlveda a été invité par l'Académie de droit international de La Haye à donner des conférences sur la responsabilité des États, dans le cadre de la session du programme extérieur organisée à Mexico.

M. Sepúlveda a reçu de nombreuses distinctions, décorations et médailles de pays étrangers. Il a notamment reçu du Roi Juan Carlos I^{er} d'Espagne, en 1984, le prix Prince des Asturies pour la coopération internationale. En 1985, l'UNESCO lui a décerné son prix Simon Bolivar. Il est docteur *honoris causa* de l'Université de San Diego (1984) et de l'Université de Leningrad, aujourd'hui Saint-Pétersbourg (1987). M. Sepúlveda est *Honorary Fellow* du Queen's College de l'Université de Cambridge depuis 1990.

M. Sepúlveda est licencié en droit (mention bien) de la faculté de droit de l'Universidad Nacional Autónoma de México (1964). Il a une maîtrise de droit international de l'Université de Cambridge (1966), où il a également obtenu un diplôme en droit international pour sa thèse intitulée « Collective Security in the Inter-American System ».

M. Sepúlveda réside à Mexico, où il est né le 14 décembre 1941. Il est marié à Ana Yturbe et a trois fils.

Adresse

Domicile : Campos Eliseos No. 67 Dept. 801
Col. Polanco
Mexico 11580, D.F.
Mexique
Téléphone : +52 5545 00 65
Télécopie : +52 5545 02 10

Bureau : Minería No. 145
Col. Escandon
Mexico 11800, D.F.
Mexique
Téléphone : +52 5227 50 07
Télécopie : +52 5227 46 60
Mél. : <bernardo.sepulveda@ica.com.mx>

Distinctions, décorations et médailles

Grand chevalier de l'ordre très distingué de Saint-Michel-et-Saint-Georges (Grande-Bretagne)

Grand-Croix de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique (Espagne)

Grand-Croix de l'ordre du Mérite civil (Espagne)

Grand-Croix de l'ordre de la Croix du Sud (Brésil)

Grand-Croix de l'ordre de Rio Branco (Brésil)

Grand-Croix de l'ordre de Boyacá (Colombie)

Ruban de l'ordre de Kwang-Wha (République de Corée)

Grand-Croix de l'ordre du général San Martin (Argentine)

Grand-Croix de l'ordre du Libérateur (Venezuela)

Grand-Croix de l'ordre du Drapeau yougoslave (Yougoslavie)

Grand-Croix de l'ordre du Christ (Portugal)

Grand-Croix de l'ordre de l'Infant Henri le Navigateur (Portugal)
Grand-Croix de l'ordre de la Couronne (Belgique)
Grand officier de l'ordre de la Légion d'honneur (France)
Commandeur insigne de l'ordre du Mérite, avec étoile (Pologne)
Grand-Commandeur de l'ordre du Rédempteur (Grèce)
Grand-Croix de l'ordre de Vasco Núñez de Balboa (Panama)
Grand-Croix de l'ordre de Manuel Amador Guerrero (Panama)
Grand-Croix de l'ordre du Quetzal (Guatemala)
Grand-Cordon de l'ordre du Soleil-Levant (Japon)
Grand-Croix de l'ordre du Soleil (Pérou)
ordre de la République, première classe (Égypte)
Commandeur de l'ordre de la Distinction (Jamaïque)
Docteur *honoris causa* de l'Université de San Diego, Californie
Docteur *honoris causa* de l'Université de Leningrad
Prix Prince des Asturies
Prix Simón Bolívar

Publications

« Las Naciones Unidas, el Tratado de Río y la O.E.A. », *Foro Internacional* VII, n^{os} 1 et 2, 1967.

Las Naciones Unidas: dilema a los 25 años (co-éd.) Mexico : El Colegio de México, 1970.

« Derecho del Mar: apuntes sobre el sistema legal mexicano », *La política exterior de México: Realidad y perspectivas*, Mexico : El Colegio de México, 1972.

« Los orígenes políticos del Porfiriato », *Foro Internacional* XII, n^o 3, 1972.

La inversión extranjera en México, Mexico : FCE, 1973.

Las empresas transnacionales en México, Mexico : El Colegio de México, 1974

« A Mexican view of foreign investment », *Proceedings of the 68th Annual meeting of the American Society of International Law*, Washington, avril 1974.

« Mexico and Law of the Sea », in *The Changing Law of the Sea: Western Hemisphere Perspectives*, Ralph Zacklin (éd.), Leiden : Sijthoff, 1974.

« La Estrategia de las corporaciones transnacionales y el sistema jurídico de los Estados: la experiencia latinoamericana », OEA/Ser. K/XXI. I; CIDIP/ 4, 25 février 1974 (polycopié).

« GATT, ALALC y el trato de más favor », *Lecturas: Derecho Económico Internacional*, Mexico : FCE, 1974.

« Las empresas transnacionales y la transferencia de tecnología: perspectivas para su regulación internacional », *Los problemas de un mundo en proceso de cambio* Luiz González Souza et Ricardo Méndez Silva (éd.), UNAM, Mexico, 1978.

« Perspectivas de un país de desarrollo intermedio sobre la economía internacional », *Visión del México contemporáneo*, Mexico : El Colegio de México, 1979.

« Las nuevas reglas del GATT y el sistema legal mexicano », *Comercio Exterior*, Mexico, 1980.

« Inversión extranjera, deuda externa y comercio exterior: notas sobre el orden jurídico mexicano », *Anario Jurídico*, Mexico : Instituto de Investigaciones Jurídicas de la UNAM, 1980.

« La crisis económica mundial: El nuevo orden internacional y la planeación: Comentarios », *Planeación para el desarrollo*, Mexico : SPP/FCE, 1981.

« La regulación internacional de las empresas transnacionales », *Foro Internacional*, n° 84, 1981.

« La regulación jurídica de las inversiones extranjeras en México », *Aspectos Jurídicos de la Planeación en México*, Mexico : SPP/Editorial Porrúa, 1981.

« Perspectivas de la relación entre México y Estados Unidos », in Comisión de Asuntos Internacionales, Partido Revolucionario Institucional, *Grandes temas de política exterior*, Mexico : FCE, 1983, p. 308 à 310.

« Reflexiones sobre la política exterior de México », 96 *Foro Internacional*, vol. XXIV, avril-juin 1984, n° 4.

« México en las Naciones Unidas: un balance de cuatro décadas », in Secretaría de Relaciones Exteriores, *México en las Naciones Unidas*, Mexico : SRE, 1986, p. 7 à 13.

Política Exterior de México – Discursos y Documentos, 6 tomes qui couvrent la période 1983-1988. Mexico : Secretaría de Relaciones Exteriores, 1983 à 1988.

« México en la concertación política internacional », in Rosario Green (coord.) *México y sus estrategias internacionales*, Mexico, Diana, 1989, p. 119 à 133.

« Latin American-European Relations in the 1990 », in Dermot Keogh (éd.), *Beyond the Cold War. Europe and the Superpowers in the 1990's*, Hibernian University Press, Dublin, 1990, p. 94 à 106.

« La política exterior de México en la coyuntura internacional », in *Coloquio de Invierno. Los Grandes cambios de nuestro tiempo: la situación internacional, América Latina y México, Vol III: México y los cambios de nuestro tiempo*, Mexico : UNAM/CONACULTA/FCE, 1992, p. 290 à 300.

« Política exterior y estrategias de seguridad y defensa: Los trabajos de la Comunidad Europea », *México y Europa*, Mexico, SER, 1992.

« Seguridad y defensa: Después de Maastricht », *Nexos*, n° 172, avril 1992.

Doctrina y práctica de la política exterior de México (1982-1988), Ensayos Jaliscienses, El Colegio de Jalisco, Guadalajara, 1993.

« Régimen de partidos y renovación continua », *Examen*, n° 67, décembre 1994.

- « Política Exterior para el Desarrollo Nacional », *Examen*, n° 54, novembre 1993.
- « Política Exterior y Tratado de Liber Comercio », *Comercio Exterior*, juin 1994.
- « Los intereses de la política exterior », *La política internacional de México en el decenio de los ochenta*, César Sepúlveda (comp.), Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1994.
- « Asuntos Internacionales de México: Una bibliografía (1980-1993) », *La política internacional de México en el decenio de los ochenta*, César Sepúlveda (comp.), Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1994.
- « Los intereses de la política exterior », *Nexos*, n° 203, novembre 1994.
- « No intervención y derecho de injerencia: el imperio o la decadencia de la soberanía », *Las Naciones Unidas a los 50 años* (Comp. Modesto Seara Vázquez), Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1995.
- « El Oficio Internacional », Introduction aux œuvres complètes de Jorge Castañeda, trois tomes, coédition El Colegio de México et Secretaría de Relaciones Exteriores, Mexico, 1995.
- « México, el Consejo de Seguridad y el futuro de Las Naciones Unidas », *Foro Internacional*, n° 142, octubre-décembre 1995, El Colegio de México.
- « Un galope en la obscuridad: México, el Consejo de Seguridad y el futuro de la ONU », *Enfoque*, octubre 1995, supplément du dimanche du journal *Reforma*.
- « El Senado y la política exterior », *Libro homenaje a Rafael Segovia, con motivo de su designación como profesor emérito de El Colegio de México*, El Colegio de México, FCE, CONACYT, Mexico, 1998.
- « El TLC y las reivindicaciones de la jurisdicción mexicana », in *El papel del derecho internacional en América: La soberanía nacional en la era de la integración regional*, Facultad de Derecho de la UNAM/The American Society of International Law, Mexico, 1997. Également publié sous le titre « Jurisdicción nacional, agotamiento de los recursos locales y protección de inversiones extranjeras: los riesgos del TLCAN », dans l'annuaire *México, Estados Unidos, Canadá: 1995-1996*, Gustavo Vega et Francisco Alba, compilateurs. Mexico, El Colegio de México, Centro de Estudios Internacionales, 1997.
- « El equilibrio del poder en perspectiva », commentaires sur le livre de Henry Kissinger, *La Diplomacia*, FCE, Mexico, 1995. *Este país*, avril 1996.
- « México y Europa », *Este país*, octubre 1996.
- « Hacia un nuevo concierto europeo », commentaires sur le numéro spécial de *Revista Mexicana de Política Exterior* (49) sur le Mexique et l'Union européenne. *Este país*, octobre 1996.
- « México y su compromiso con la protección de los derechos humanos », *Revista de la Facultad de Derecho de México*, n°s 205 et 206, janvier-avril 1996, UNAM, Mexico.
- « México y la Unión Europea: hacia un nuevo entendimiento », *Todo México 1997*, Enciclopedia de México, Mexico, 1997.

« Los valores éticos y el orden jurídico mexicano: la perspectiva del derecho internacional », Sergio García Ramírez (comp.), *Los valores en el derecho mexicano*, Instituto de Investigaciones Jurídicas de la UNAM, Fondo de cultura Económica, Mexico, 1997.

« Objetivos et intereses de la política exterior », *México ante el fin de la guerra fría*, Ilan Bizberg (comp.), Centro de Estudios Internacionales, El Colegio de México, Mexico, 1998.

« Las relaciones interamericanas: cuestiones de política, derecho y diplomacia », *Revista Mexicana de Política Exterior*, n° 59, février 2000. Secretaría de Relaciones Exteriores, Instituto Matías Romero, Mexico, 2000.

« Memorias de la Diplomacia Mexicana », *Revista Mexicana de Política Exterior*, n° 60, juin 2000. Secretaría de Relaciones Exteriores, Instituto Matías Romero, Mexico, 2000.

La globalización y las opciones nacionales. Memoria. La globalización y las soberanías nacionales, Fondo de Cultura Económica, Mexico, 2000.

« Orden y desorden internacional: La Función del Estaco », *Este país*, n° 119, février 2001.

« Las definiciones de la política exterior », in *México en el mundo: los desafíos para México en 2001*, Rafael Fernández de Castro (coordonnateur), Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM), Mexico, 2001.

« Una asignatura pendiente: la participación de México en las operaciones de paz de la ONU », in *la Cumbre del Milenio: ¿hacia donde van las Naciones Unidas?*, Miguel Covian (compilateur), Instituto Matías Romero, Secretaría de Relaciones Exteriores, Mexico, 2001.

« Terrorismo, seguridad nacional y seguridad colectiva », *Este país*, février 2002, Mexico.

« Terrorismo transnacional y seguridad colectiva », *Cambio y continuidad en la política exterior de México: México en el mundo 2002*, Rafael Fernández de Castro (coordonnateur), Editorial Planeta/Ariel, Mexico, 2002.

« Política Exterior: Terrorismo, seguridad nacional y seguridad colectiva », *México: Transiciones múltiples, gobernabilidad y Estado nacional*, Enrique González Pedrero (coordonnateur), Instituto Nacional de Administración Pública/Fondo de Cultura Económica, Mexico, 2003.

« El Eje del Mal y su Destino Manifiesto », *Problemas jurídicos y políticos del terrorismo*, José Jusan de Olloqui (coordonnateur), Instituto de Investigaciones Jurídicas, UNAM, Mexico, 2003.

« Educar par Entender », *Este país*, décembre 2003.

Cour internationale de Justice, *Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. États-Unis d'Amérique)*, opinion individuelle de M. Sepúlveda, juge ad hoc, 31 mars 2004. Voir <www.icj-cji.org> (texte anglais seulement).

« Orden jurídico y derechos humanos », *Este país*, novembre 2004.

« Derechos humanos: México en la perspectiva internacional », *Jurisdictio*, organe de diffusion du tribunal supérieur de justice de l'État de Querétaro, janvier 2005.

« México and the settlement of investment disputes: ICSID as the recommended option », The Institute for Transnational Arbitration, vol. 19, hiver 2005, n° 1.

« Una perspectiva mexicana de los asuntos internacionales », *Este país*, mai 2005.

Leonid Skotnikov (Fédération de Russie)

[Original : anglais/russe]

Né le 26 mars 1951 à Kalinine (URSS).

- | | |
|------|--|
| 1974 | Diplôm de droit international, Institut des relations internationales de Moscou. |
| 1990 | Boursier, Centre des affaires internationales de l'Université Harvard |

Carrière professionnelle (condensé)

- | | |
|-------------------|---|
| De 2001 à ce jour | Ambassadeur, Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales ayant leur siège à Genève, et à la Conférence du désarmement |
| 1998-2001 | Directeur du Département juridique et membre du Collège au Ministère russe des affaires étrangères |
| 1992-1998 | Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de Russie au Royaume des Pays-Bas |
| 1991-1992 | Directeur du Département juridique du Ministère russe des affaires étrangères |
| 1988-1991 | Chef de division au Département du droit international du Ministère des affaires étrangères de l'URSS (questions de droit international générales et coopération dans la lutte contre les nouvelles menaces et les nouveaux défis) |
| 1981-1988 | Troisième, Deuxième puis Premier Secrétaire (questions concernant les droits de l'homme) et Chef de section à la Division des traités et des questions juridiques du Ministère des affaires étrangères de l'URSS (questions de droit international générales) |
| 1977-1981 | Attaché à la Mission permanente de l'URSS auprès de l'Organisation des Nations Unies (pour les questions concernant les Troisième et Sixième Commissions de l'Assemblée générale des Nations Unies) |
| 1974-1977 | Attaché au Département consulaire du Ministère des affaires étrangères de l'URSS (questions juridiques) |

Participation aux grandes conférences et négociations internationales

- | | |
|-----------|--|
| 2004 | Représentant de la Russie à la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, cinquante-neuvième session |
| 2002-2004 | Chef adjoint/chef de la délégation russe aux cinquante-huitième, cinquante-neuvième et soixantième sessions de la Commission des droits de l'homme |

2004	Délégué du Gouvernement russe à la quatre-vingt-douzième session de la Conférence internationale du Travail
2003	Chef de la délégation russe à la cent-onzième session du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé
2003	Chef de la délégation russe à la vingt-huitième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
2003	Chef adjoint de la délégation russe à la session de fond annuelle du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies
2003	Membre de la délégation russe au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)
De 2002 à ce jour	Membre du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)
2002	Chef de la délégation russe à la Réunion annuelle des États parties à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination
2001-2002	Chef de la délégation russe aux troisième et quatrième Conférences annuelles des États parties au Protocole II (Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de mines, pièges et autres dispositifs) à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination
2001-2002	Chef de la délégation russe à la cinquième Conférence des États parties chargée d'examiner la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction
1992 et 1998 à 2002	Chef de la délégation russe aux négociations menées avec le Royaume de Norvège sur la délimitation des zones économiques exclusives et du plateau continental dans la mer de Barents
2001	Chef de la délégation russe à la deuxième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination
2001	Chef de la délégation russe au Forum sur les réfugiés et déplacés afghans (Genève)

2001	Président de la XXIV ^e Réunion consultative du Traité sur l'Antarctique (Saint-Pétersbourg)
1998-2001	Représentant de la Russie au Comité des conseillers juridiques en matière de droit international public du Conseil de l'Europe. Participation aux seizième, dix-septième, dix-neuvième et vingtième réunions du Comité (à Paris en 1998, Vienne en 1999, Berlin en 2000 et Strasbourg en 2001)
1998-2000	Membre de la délégation russe à l'Assemblée générale des Nations Unies, de la cinquante-troisième à la cinquante-cinquième session; représentant de la Russie à la Sixième Commission
1999	Coprésident du Groupe de travail russo-américain sur la détection et la répression des infractions
1999	Représentant de la Russie à la réunion « Ministerial on Ice » tenue en Antarctique
1999	Chef de la délégation russe aux négociations menées avec les Gouvernements de la République d'Islande et du Royaume de Norvège sur l'accord trilatéral concernant certains aspects de la coopération dans le domaine de la pêche
1994-1998	Membre du Comité directeur de la Cour permanente d'arbitrage créé par le Secrétaire général sur autorisation du Conseil administratif de la Cour afin d'aider le Bureau international et le Conseil administratif à préparer le centenaire de la Cour en faisant des recommandations concernant la révision des conventions de La Haye et l'amélioration des mécanismes de règlement des différends
1992-1998	Membre du Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage
1997	Chef adjoint de la délégation russe à la deuxième session de la Conférence des États parties de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
1992	Membre de la délégation russe au Conseil des chefs d'État de la Communauté d'États indépendants (CEI)
1991-1992	Membre de la délégation russe aux réunions de chefs d'État et de gouvernement de la CEI (Almaty, 1991; Minsk, 1991; Moscou, 1992; et Minsk, 1992)
1987-1989	Membre de la délégation soviétique à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, de la quarante-deuxième à la quarante-quatrième session de l'Assemblée
1986	Membre de la délégation soviétique à la session de la Commission des droits de l'homme

- 1985 Membre de la délégation soviétique à la Réunion d'experts sur les questions concernant le respect, dans les États concernés, des droits de l'homme et des libertés fondamentales sous tous leurs aspects, tels qu'ils sont consacrés dans l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (Ottawa)
- 1984 Représentant de l'URSS au Séminaire sur la promotion de la compréhension, de la tolérance et du respect dans les domaines se rapportant à la liberté de religion ou de conviction (ONU, Genève)
- 1983 Membre de la délégation soviétique à la session du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies
- 1982 Membre de la délégation soviétique à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa trente-septième session
- 1982 Représentant de l'URSS au Groupe de travail sur les principes d'éthique médicale applicables au rôle du personnel de santé, en particulier des médecins, dans la protection des prisonniers et des détenus contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, lors de la trente-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
- 1979-1981 Représentant de l'URSS au Groupe de travail intersessions de l'Assemblée générale des Nations Unies chargé d'élaborer une convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leur famille
- 1976-1977 Membre de la délégation soviétique aux négociations sur des conventions consulaires bilatérales entre le Gouvernement de l'URSS et les Gouvernements de la République algérienne démocratique et populaire, de la République du Bénin, de la République du Cap-Vert, de la République du Mali, de la République tunisienne et de la République turque

Activités doctrinales, de recherche et de conseil

- 2004 Participation à l'Atelier international sur l'Article 51 de la Charte des Nations Unies analysé à la lumière des futures menaces contre la paix et la sécurité internationales, organisé par le Gouvernement helvétique à titre de contribution aux travaux du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement (Genève)
- De 2002 à ce jour Membre du Conseil de fondation du Centre de politique de sécurité de Genève
- 2000 Participation à la conférence internationale sur le thème « La primauté du droit dans les relations internationales à l'aube du XXI^e siècle » (Moscou)

- 1999 Participation à la préparation et aux travaux des réunions consacrées au centenaire de la première Conférence internationale de la paix (La Haye, mai 1999, et Saint-Pétersbourg, juin 1999)
- 1998 Participation en tant qu'expert à la Conférence sur le thème « Tempêtes transatlantiques? Les relations entre les États-Unis et l'Europe après l'instauration de l'Union économique et monétaire », organisée à Talloires (France) par le Weatherhead Center for International Affairs de l'Université Harvard

Membre de l'Association russe de droit international

Auteur d'une série d'articles sur le droit international, notamment :

- « The Right of Self-Defense and the New Security Imperatives », *International Affairs*, vol. 9, 2004;
- « Legal Limits of the Use of Force », *International Affairs*, vol. 11, 2003;
- « Entering the XXI Century: Primacy of Law in International Relations », *International Affairs*, vol. 12, 2000;
- « Primacy of Law in Politics » (coauteur), *International Affairs*, vol. 4, 1989

Titres et distinctions

- Rang diplomatique d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire (1995)
- Ordre de l'Amitié (2002)
- Décoration décernée par le Président de la Fédération de Russie (2004)

Langues : russe, anglais et français

Marié, un enfant.
